



37

Dossier

“ MOBILITÉS,
le casse-tête
du siècle ”



P22-28

P5



■ Exia Immobilier d'Entreprises :
réhabiliter pour redynamiser

P7



■ Pharmedigroup lève 2 millions
d'euros pour se développer

P10-11



■ Click & collect et e-commerce :
des solutions pour les entreprises

P14



■ Méthanisation en Centre-Val
de Loire : nouvel appel à projets



édito

“ Voici donc le dernier numéro de l'année 2020, une année très particulière qui a bousculé nos habitudes, nos modes de vie, nos méthodes de travail et pas mal de nos certitudes...

Avec pourtant toujours la même envie au sein de la rédaction de L'Épicentre, celle de se concentrer sur le positif, les quelques bonnes nouvelles qu'on tente d'attraper au vol, comme cette start-up d'Azay-sur-Cher (37) qui accélère sa croissance dans le numérique ou ce parc solaire qui voit le jour à Mézières-en-Brenne (45) grâce à une mobilisation et à un financement participatif local !

Si les fêtes de fin d'année doivent être plus « raisonnables » qu'à l'habitude (dixit le chef de l'État), les commerces de proximité peuvent enfin rouvrir et les déplacements inter-régions seront autorisés pour permettre de passer Noël en famille.

L'occasion de s'intéresser à l'offre de transports sur notre territoire. La loi NOTRe a donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Avec, pour toutes, la même équation à résoudre : garantir l'intermodalité, affiner et personnaliser l'offre de transports pour l'adapter aux besoins de chaque territoire tout en protégeant la planète.

Vaste débat qui fait l'objet de notre dossier spécial du mois « **Mobilités, le casse-tête du siècle** ».

Il nous reste à vous souhaiter, autant que possible, une douce fin d'année, des moments joyeux et de vous donner rendez-vous en 2021, pour une nouvelle année qu'on espère un peu moins ... « *chahutée* » !

Bonne lecture,

La rédaction



sommaire

INNOVATION

8 Comment Tactys révolutionne la désinfection des claviers

Spécialisée dans le développement de commandes tactiles sur des surfaces lavables comme le verre, la société Tactys s'est lancée dès 2009 dans le développement de claviers faciles à désinfecter. Portrait d'une entreprise qui a vu ses ventes s'envoler depuis le début de la crise sanitaire, et qui constitue une source de dynamisme à l'échelle locale.

TOURISME

12 Tours Val de Loire Box : la belle idée cadeau

Depuis quelques années, l'office de tourisme de Tours commercialise la destination Val de Loire sous forme de box. Un vivier d'idées cadeaux pas ordinaires, qu'il fait bon rappeler l'existence à l'approche des fêtes.

PORTRAIT D'ENTREPRISE

15 Enedis : après une crise inédite, cap sur 2025

C'est l'un des acteurs dont l'action est essentielle au quotidien et qui a été mobilisé tout au long de la crise : Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, se tourne dès maintenant vers l'avenir après un bilan tiré du premier confinement.

LE DOSSIER DU MOIS

22 Mobilités, le casse-tête du siècle

Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères ?



CULTURE / LOISIRS

29 L'actualité culturelle de votre département



Pour rester au plus près de nos clients et continuer à les régaler nous avons relancé les cocottes et la vente à emporter avec commande via notre site ou par téléphone.

Et parce que c'est inscrit dans nos valeurs, nous souhaitons apporter notre soutien aux producteurs locaux en proposant des paniers de produits frais à la vente sur réservation.

Antoine et Léa,
Restaurant Le P'tit Mich'



POUR VIVRE MIEUX, ACHETONS LOCAL.

Ensemble, privilégions les commerces et partenaires de proximité.



VILLE DE
TOURS

Géolocalisez tous les commerces ouverts sur Géo'local 37



Pôle emploi renforce l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi

En France métropolitaine, à fin septembre 2020, les jeunes représentent 17 % des demandeurs d'emploi, soit 970 000 jeunes de moins de 26 ans en catégorie ABC, (dont 634 000 inscrits en catégorie A (18 % de cette catégorie)). Avec la crise sanitaire, qui a fortement ralenti les recrutements entre avril et juin, le chômage des moins de 26 ans a augmenté. Si l'on comptait 574 000 demandeurs d'emploi de moins de 26 ans inscrits en catégorie A en septembre 2019, on en dénombrait 634 000 en septembre 2020, soit une augmentation de 60 000 demandeurs d'emploi (+ 10 %).

Pour faire face à cela, Pôle emploi donne une nouvelle ampleur à ses actions afin de « ne laisser aucun jeune demandeur d'emploi sans solution », ambition du plan #1jeune1solution annoncé par le Gouvernement le 23 juillet dernier. Ce plan appelle plusieurs nouveautés dans l'action de Pôle emploi, dont les principales sont :

- la préparation de 100 000 nouvelles



formations qualifiantes ou pré-qualifiantes proposées en 2021 aux jeunes sans qualification ou en échec dans l'enseignement

- la mise en place chaque mois d'un événement #TousMobilisés dédié aux jeunes dans chacune des 900

agences à travers toute la France. Pour accompagner les jeunes demandeurs d'emploi, Pôle emploi a développé depuis plusieurs années maintenant un ensemble de solutions adaptées à leurs besoins et à leur niveau d'autonomie : AIJ, contrats

aidés, suivi individuel ou ateliers collectifs pour améliorer sa recherche d'emploi et ses savoir-être professionnels, formations, services en ligne, etc.

Pour en savoir plus : pole-emploi.org/regions/centre-val-de-loire/

« Tours solidaire » un numéro vert pour favoriser l'entraide

La ville de Tours a décidé de lancer son propre numéro vert « Tours solidaire »* afin de venir en aide aux personnes les plus vulnérables et fragilisées par la crise sanitaire. L'objectif de ce numéro vert est double : d'un côté il est accessible aux personnes ayant besoin de s'informer sur l'action sociale, les activités mises en place par les associations et structures liées aux solidarités... De l'autre côté, il permet de recueillir les propositions d'aides ou de services aux bénévoles et les demandes de soutien ou d'aide ponctuelle des habitants.

Sur le même principe que « Voisins solidaires » et alors que la crise sanitaire a révélé les solidarités entre habitants du territoire, la Ville de Tours souhaite que ce dispositif se poursuive durant tout le mandat.

* Numéro Vert « Tours Solidaire » : 0801 907 800 - Disponible Du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture du CCAS : De 8h30 à 12h30 ; de 14h à 17h
En dehors de ces horaires, une messagerie orientera les demandes vers 2 formulaires mis en ligne sur le site internet du CCAS de Tours : <http://ccas.tours.fr/>



Exia Immobilier d'Entreprises : réhabiliter pour redynamiser

Participer au développement de Parcs d'activités de grande qualité, afin d'offrir un cadre de travail optimal aux entreprises et à leurs collaborateurs et de jouer un rôle majeur dans le développement économique du territoire, c'est la vocation d'Exia Immobilier d'Entreprises ! Plusieurs programmes d'envergure, mis en œuvre par cet acteur majeur de l'Immobilier d'Entreprises, sont en cours sur Orléans Métropole.

Icare

Sur la ZAC des Portes du Loiret, Exia développe un immeuble de bureaux de haut standing sur un terrain de près de 11 000 m². Un édifice hors du commun, comme on n'en a jamais vu dans le secteur, véritable marqueur de l'entrée de ville. Pour cela, Exia s'est inspiré de l'histoire du site (un ancien aérodrome de l'armée américaine) pour créer un bâtiment dont la toiture aura une forme de deltaplane. Une architecture unique pour cet édifice de 25 mètres de haut, parfaitement intégré à son environnement, qui fera la part belle à l'aménagement paysager. 6 000 m² de bureaux « qui offriront une visibilité exceptionnelle aux entreprises qui s'y implanteront et un formidable cadre de travail à leurs salariés ! » commente Michel Jalicon, Président d'EXIA Entreprises.

Eldorauto

Exia est propriétaire d'un grand terrain de 26 000 m², sur la commune de Fleury-les-Aubrais. « Nous le travaillons en continuité avec le quartier d'affaires Interives, explique Florence Baron chargée d'affaires. Nous allons réhabiliter l'existant pour créer une zone très qualitative : les extérieurs seront réaménagés en vue



de la création d'un nouveau pôle dynamique en lieu et place de cette ancienne friche commerciale et qui sera doté d'une architecture futuriste mêlant le bois, le verre et l'acier. »

Arena

Exia travaille sur la réhabilitation des 9 000 m² de foncier de l'ancien centre de foot indoor Arena. « Le site, qui propose 4 300 m² de bâti (1 500 m² de bureaux et 2 800 m² d'activités), sera complètement requalifié, commente Fabrice Berault Directeur de l'immobilier. L'extérieur sera repensé dans un envi-

ronnement totalement paysagé. Nous ambitionnons de redonner sa splendeur à ce bâtiment. Ce sera un projet d'une grande qualité, dans la continuité du projet métropolitain CO'Met. »

Exia Immobilier d'Entreprises est une des branches d'activité du groupe Exia, véritable groupe spécialisé en immobilier depuis plusieurs générations. « Nous nous inscrivons dans la redynamisation économique de sites existants afin de les réinscrire pleinement au sein du territoire. »

Exia Immobilier d'Entreprises s'adresse à tous les secteurs d'activité (production, logistique, commerce, tertiaire) et peut répondre aux besoins de jeunes start-upers à la recherche d'un bureau de 15 m² jusqu'à ceux d'un entrepreneur en quête d'un local d'activité de plusieurs milliers de m² !

SARAN PORTES DU LOIRET

ORLEANS NORD

ENTREE DE VILLE

TOP VISIBILITE

ICARE

**BUREAUX
DISPONIBLES**

02 38 43 81 00
entreprises@exia.fr





Yvelinox lance une gamme d'armoires de décontamination

Implantée en Touraine depuis de nombreuses années, la société Yvelinox conçoit et fabrique d'ordinaire du matériel de cuisine en inox à destination des professionnels. Confrontée, comme beaucoup d'entreprises, aux conséquences de l'épidémie de Covid, elle a dû se réinventer. Portrait d'un modèle de rapidité en matière d'adaptabilité.

Si Yvelinox a su réagir très vite, c'est notamment parce que son président avait déjà créé un modèle d'armoire de désinfection il y a 30 ans. « À l'époque où le matériel adapté n'existait pas, nous avons fabriqué des vitrines permettant de décontaminer en quelques secondes une trentaine de verres ou de tasses », raconte Yves Fournier, qui se souvient en avoir vendu « entre 150 et 200 » aux patrons de cafés et restaurants. Si ces appareils ont ensuite été remplacés par des laves-verres, le fait que la technologie existe a permis à l'entreprise de se positionner dès le mois de mars sur le marché de l'hygiène et de la protection collective en créant la marque Hy Sy Protect. Car si le produit phare a été la borne de distribution de gel alcoolique pendant les premiers mois – vendue à plus de 2 500 exemplaires en France et en Europe –, c'est bien avec sa gamme d'armoires de décontamination, fabriquées sur le modèle de la vitrine d'il y a 30 ans, qu'Yvelinox espère faire la différence.

Déclinée en trois modèles aux dimensions variées – dont un adapté aux milieux médicaux et paramédicaux permettant de désinfecter des sur-blouses –, cette gamme s'adresse à toutes sortes de professionnels. « Masques chirurgicaux ou en tissu, visières, audio-guides, talkie-walkies, menus de restaurant, matériel médical... On peut décontaminer tous ces objets en 2 à 3 minutes », justifie le dirigeant de la société basée à Amboise, fier de pouvoir annoncer une réduction de la charge virale de 99,98 % après les tests effectués par l'institut Pasteur. Au cœur de cette technologie ? Des lampes UVC, pour lesquelles Yvelinox s'approvisionne auprès d'un fournisseur du département, et qui ont la propriété d'être germicides. L'avantage, c'est que ces armoires garantissent à ceux qui en font usage de satisfaire aux mesures sanitaires en vigueur, de « réaliser d'importantes économies financières en décontaminant certains objets au lieu de les jeter », mais aus-



“ Cette gamme s'adresse à toutes sortes de professionnels. Masques chirurgicaux ou en tissu, visières, audio-guides, talkie-walkies, menus de restaurant, matériel médical... On peut décontaminer tous ces objets en 2 à 3 minutes ”

si... de maintenir à flots l'entreprise traditionnellement spécialisée dans l'inox et de valoriser par la même occasion le savoir-faire local !

J.L.

YVELINOX

Z.I. de la Boitardière 50,
rue de la Girardière
BP 112 - 37401 Amboise Cedex

Tél. 33 (0)2 47 23 45 45
<http://www.yvelinox.com/>



Pharmedigroup lève 2 millions d'euros pour se développer

Composé de la marketplace BtoB Pharmedistore, du bureau d'étude Pharmed'Insight et de la régie publicitaire radiophonique Pharmedisound, Pharmedigroup lève des fonds afin d'accélérer sa croissance. Zoom sur les activités de ces jeunes startups innovantes, qui auront réalisé 10 millions de chiffre d'affaires à elles trois d'ici fin 2020.

Nées respectivement en 2017 pour la première, et en 2019 pour les deux autres, les 3 entreprises qui fondent Pharmedigroup ont vu leurs résultats multipliés par 5 depuis leur création. Si comme le raconte Antoine Laurent, CEO du groupe domicilié à Azay-sur-Cher, « le confinement a servi d'accélérateur », les origines du succès sont ailleurs. Si l'offre séduit, c'est en effet parce qu'elle a été conçue pour aider les pharmaciens au quotidien : approvisionnement – notamment en produits fabriqués par des marques innovantes comme Lamazuna (zéro déchet) ou Lashilé (nutricosmétique) – via la plateforme Pharmedistore, animation sonore de leurs officines grâce au contenu publicitaire (spots de prévention, conseils) déployé par Pharmedisound, collecte de retours terrain effectuée par Pharmed'Insight pour identifier les habitudes de consommation de patients... Tout y est ! Par ailleurs, Pharmedigroup se donne également pour mission d'accompagner les laboratoires, qui s'appuient sur la place de marché pour distribuer leurs produits, sur la data pour élaborer leurs gammes au plus près des attentes des consommateurs, et sur la publicité en officine pour augmenter leurs ventes. « Une manière de boucler la boucle », explique le président-fondateur, pour qui la pharmacie doit être un secteur « connecté et piloté par la



Antoine Laurent Pharmedigroup.

donnée », en faveur de l'amélioration du système de santé.

Une opération de croissance externe... Pourquoi pas !

Selon le CEO du groupe, les 2 millions d'euros levés auprès de Loire Valley Invest, Celeste Management, Angelsquare, Sophia Antipolis Business Angels et Val de France Business Angel devraient avant tout permettre de renforcer l'équipe : Phar-

medigroup compte aujourd'hui 15 salariés, et il est prévu que l'effectif double d'ici fin 2021. Objectif de ces recrutements : renforcer les liens avec les laboratoires de manière à étoffer le catalogue de Pharmedistore, convaincre davantage de pharmaciens – les 3 entreprises travaillent déjà avec 5 000 d'entre eux, qu'ils soient partenaires ou clients, mais elles visent une collaboration avec la moitié des officines françaises – en musclant la partie commerciale, mais aussi piloter la crois-

sance. « Pour cela, une directrice administrative et financière devrait nous rejoindre en janvier », détaille Antoine Laurent, qui n'exclut pas de réaliser une opération de croissance externe en vue d'une ouverture au marché européen. « Rien n'est sûr pour l'instant... La période est tellement incertaine que l'on avance prudemment », conclut-il.

J.L

www.pharmedistore.com/fr



LE RUBIXCO

bien plus qu'un bureau !

Ouvert depuis le 15 juin 2020



#coworking
#incubateur
#bureauprivé
#numérique
#événementiel
#salle de réunion

Un Tiers-lieu totem de 665m² qui s'adresse aux entreprises, freelances, télétravailleurs, indépendants, startups ou associations !

1, rue Bernard-Marie
37270 Montlouis-sur-Loire

Infos&résa : 02 45 34 09 70 / www.lerubix.co

Propulsé par





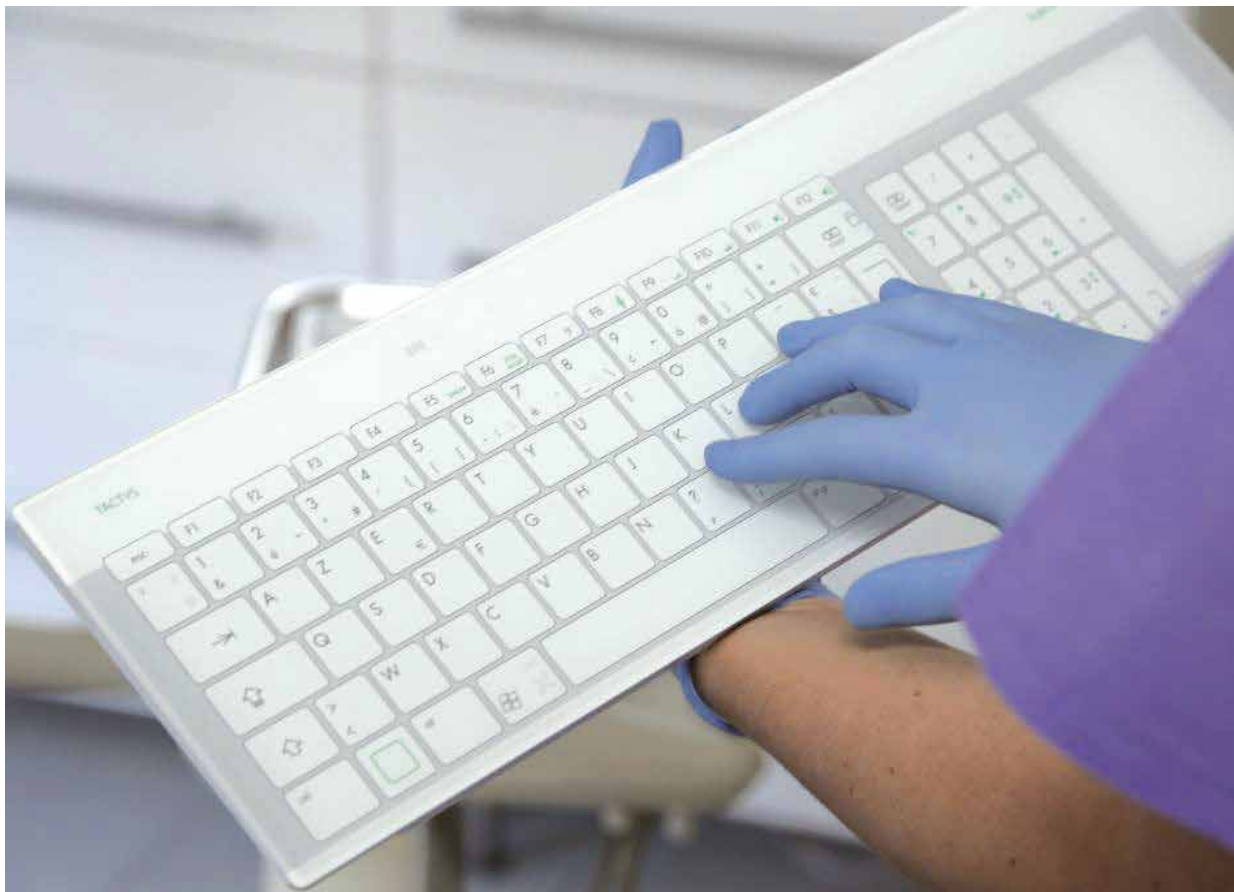
Comment Tactys révolutionne la désinfection des claviers

Spécialisée dans le développement de commandes tactiles sur des surfaces lavables comme le verre, la société Tactys s'est lancée dès 2009 dans le développement de claviers faciles à désinfecter. Portrait d'une entreprise qui a vu ses ventes s'envoler depuis le début de la crise sanitaire, et qui constitue une source de dynamisme à l'échelle locale.

Si Jean-Michel Mauger, fondateur de Tactys, est en guerre contre les germes, il n'a pas attendu l'épidémie de Covid-19 pour lancer sa vendetta contre la transmission dite « manu-portée » – autrement dit, par les mains – des virus. Fabriquant depuis 2004 des claviers sur-mesure en verre pour les blocs opératoires ou les laboratoires, il décide dès 2009 de lancer une gamme standard de modèles lavables, qu'il fait alors tester au personnel infirmier du CHRU de Lille. « Ils ont trouvé ça formidable en termes d'hygiène, mais le fait de ne pas pouvoir enfoncer les touches les a gênés », se souvient avec amusement le dirigeant. Forcément... Ce clavier, qui se résume à une dalle en verre trempé de 3 mm d'épaisseur où les touches sont sérigraphiées, a de quoi étonner ! Avec la démocratisation des smartphones, l'étonnement voire l'inconfort ressenti par les utilisateurs disparaît. « Le fait de taper sur une surface rigide est entré dans les mœurs », justifie celui qui, depuis, a convaincu de nombreuses entreprises et collectivités, en France comme à l'étranger – l'entreprise vend aujourd'hui en Espagne, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et aux États-Unis, en proposant bien sûr des modèles adaptés aux spécificités linguistiques de chacun de ces pays. La clé du succès ? « Proposer un produit extrêmement durable sur un marché très peu concurrentiel », explique Jean-Michel Mauger, précisant que les concurrents les plus sérieux sont ceux qui proposent des modèles en silicone. « Néanmoins, nous avons fait réaliser par l'institut Pasteur une étude qui en dit long : une fois nettoyé, il reste 10 000 fois moins de germes sur un clavier en verre que sur un clavier en silicone », expose le dirigeant pour faire valoir le savoir-faire Tactys.

Des ventes en forte hausse

Avec la crise sanitaire, la demande explose – depuis le mois de mars, les ventes ont été multipliées par 5 et des établissements publics tels



“ Nous avons fait réaliser par l'institut Pasteur une étude qui en dit long : une fois nettoyé, il reste 10 000 fois moins de germes sur un clavier en verre que sur un clavier en silicone ”

que la RATP ou d'enseignement supérieur comme l'École du Louvre, ont eux aussi passé commande, et c'est une bonne nouvelle. En effet, bien que créée à Rouen et implantée en région parisienne pendant plusieurs années, Tactys est aujourd'hui basée à Orbigny, au

Sud-Est du département d'Indre-et-Loire. Une bonne nouvelle pour le tissu économique local, puisque la société qui emploie seulement 3 salariés fait appel à un réseau de fournisseurs et de sous-traitants, parmi lequel l'atelier ESAT des Ormeaux à Montlouis-sur-Loire. « Tous

les composants y transitent avant d'être assemblés, testés et conditionnés », explique Jean-Michel Mauger, qui table d'ici à fin 2020 sur la vente de 4 000 à 5 000 claviers, contre 1200 au plus fort des années précédentes.

J.L

SEEPH 2020 : une semaine pour parler du handicap

Du 16 au 22 novembre derniers avait lieu la 24e semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) : l'occasion pour l'Agefiph – entre autres – d'aller à la rencontre du public pour faire évoluer les mentalités autour du handicap.

Au programme de la SEEPH en Indre-et-Loire cette année, l'opération DuoDay, qui permettait à diverses organisations d'accueillir des personnes handicapées en duo avec un professionnel volontaire, mais aussi une table ronde, une journée découverte de la centrale de Chinon pour faire connaître les métiers du nucléaire aux candidats à l'emploi en situation de handicap, ou encore une opération de valorisation des entreprises partenaires des établissements de service d'aide par le travail (ESAT). Autant d'actions qui ont permis, au cours de cette 3e semaine de novembre, de sensibiliser citoyens et entreprises au thème de l'inclusion. Car s'il est trop tôt pour faire le bilan de cette 24e édition – dont l'organisation, comme celle de beaucoup d'événements prévus en 2020, a dû être adaptée en raison du contexte sanitaire –, une chose est sûre : elle aura contribué à changer le regard porté sur le handicap au travail. Un regard pas toujours positif selon le délégué régional de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph) Arnaud Lévêque, pour qui les réticences de certains chefs d'entreprise à recruter des personnes reconnues comme handicapées sont encore vives.

« Un des premiers réflexes du décideur, c'est de penser que le fait de recruter une personne en situation de handicap va être compliqué », raconte-t-il, ajoutant que les retours



Arnaud Lévêque au forum emploi et handicap organisé par le groupe Partnaire le 13 novembre dernier.

d'expérience de ceux qui sautent le pas sont au contraire extrêmement positifs. « On m'a souvent expliqué que cela avait transformé la dynamique collective et rendu les équipes plus solidaires », se souvient le délégué régional qui, s'il aimerait que l'on parle davantage de cette thématique, voit tout de même s'opérer un changement des mentalités. Sur les 859 entreprises du

département soumises à l'obligation de respecter le quota des 6 % de travailleurs handicapés au sein de leurs effectifs par exemple, 92 % s'engagent déjà en faveur du handicap, que ce soit à travers le recrutement ou la sous-traitance à des entreprises adaptées. Reste, selon lui, à lever les inquiétudes des 8 % restantes, notamment en communiquant auprès d'elles pour les sensi-

biliser à la différence. « La différence existe, mais elle n'est pas incompatible avec l'emploi », plaide Arnaud Lévêque, avançant pour preuve que 80 % des handicaps sont invisibles. « Le défi, c'est de réussir à déconstruire les idées reçues tout en proposant des solutions... Notre combat de tous les jours ! », conclut-il.



www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE

Le média de l'actualité économique et sociale du Val de Loire

Retrouvez nos 3 éditions : 37 / 41 / 45

Distribué à 30 000 exemplaires, en points de dépôts et en routage

Pour recevoir L'Épicentre directement dans votre entreprise, contactez-nous contact@lepicentre.online

32
pages

Gratuit

Mensuel



Click and collect et e-commerce : des solutions pour les entreprises

Si l'épidémie de Covid-19 a prouvé une chose aux entreprises, c'est bien l'intérêt – voire la nécessité – de se doter d'outils digitaux pour poursuivre leur activité malgré les restrictions sanitaires. Du click and collect à l'e-commerce, passage en revue des solutions qui s'offrent aux commerçants pour amorcer leur transformation numérique.

Pour Gérard Bobier, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CRMA) du Centre-Val de Loire, le constat est simple : si elles veulent survivre à la crise sanitaire, les entreprises artisanales du territoire n'ont pas d'autre choix que de se digitaliser. « Nombreux sont les artisans qui réalisent une grosse partie de leur chiffre d'affaires à l'approche des fêtes, certains jusqu'à 60 % », justifie l'entrepreneur du bâtiment, ajoutant que pour ceux aujourd'hui frappés de fermeture administrative depuis le début du deuxième confinement, la pente va être difficile à remonter. Si le réseau des CMA proposait déjà de l'accompagnement à la transition numérique avant l'épidémie – à travers, entre autres, la mise en place d'ateliers et de formations à destination des chefs d'entreprise – les circonstances l'ont conduit à accélérer le mouvement. « En région Centre, nous avons lancé deux marketplace : l'une dédiée aux artisans d'art, l'autre aux commerces alimentaires et aux services », explique celui qui, également président de la CMA 37, voit dans cette initiative une manière de « permettre à ses ressortissants de conserver leur outil de travail, et atténuer leur perte de chiffre d'affaires ». Si la première, « Métiers d'Art O Centre », est déjà en ligne et référence de nombreuses œuvres et créations, la seconde devrait être dévoilée au public d'ici peu, et permettre aux commerçants de bouche de vendre leurs produits à distance, ou encore à ceux qui proposent d'ordinaire un service – les coiffeurs par exemple – de commercialiser des produits liés à leur activité – en l'occurrence, des soins capillaires.

Si la création de ces places de marché répond à un besoin, c'est parce qu'il peut être difficile, notamment quand on est artisan, de créer son propre e-shop. Valérie Coulon, fondatrice de la boutique Cas'Al Dente spécialisée dans la vente de spécialités italiennes et située sous les Halles de Tours, en atteste : « Quand on n'est pas geek, c'est quasi impossible de s'y retrouver », témoigne celle qui, dès 2018, a pourtant senti la nécessité



Gérard Bobier, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CRMA) du Centre-Val de Loire.

“ Si la création de marketplace répond à un besoin, c'est parce qu'il peut être difficile, notamment quand on est artisan, de créer son propre e-shop ”



Valérie Coulon, fondatrice de la boutique Cas'Al Dente installée dans les Halles de Tours.

de disposer d'un e-shop. Pour éviter d'avoir à le créer, elle choisit Olca, une plateforme dont l'anagramme signifie « local » et qui permet aux commerçants de bouche de disposer d'un espace de vente. Une fois sur ce dernier, les clients choisissent entre le retrait en boutique et la livraison, assurée par la société de coursiers à vélo Stuart, filiale de La Poste. Un service qui a très bien fonctionné pendant la première période de confinement, comme en témoigne Valérie Coulon, mais aussi le CEO d'Olca Victor Goubourg, chiffres à l'appui. « Entre le 17 mars et le 17 mai, nous avons comptabilisé 700 000 visiteurs uniques, et généré 6 millions d'euros de chiffre d'affaires pour les commerçants », confie-t-il, la particularité de la solution étant que le chiffre d'affaires est entièrement reversé à ces derniers. Pour exploiter leur boutique en ligne, pas de commission sur les ventes, mais le paiement d'un loyer mensuel – forcément moins cher que celui d'un deuxième point de vente physique –, avec l'avantage de pouvoir bénéficier de conseils pour mettre en valeur leurs produits. Un service clé en main, qui a, a priori tout pour plaire... Mais il y a un mais !

Des commerçants et clients encore hésitants

Si l'intention de l'entrepreneur était de doter les commerçants de proximité « d'un outil pour s'aligner sur la grande distribution et les services de livraison de fast-food qui ont explosé ces dernières années », on voit néanmoins que tous n'y sont



pas prêts. Valérie Coulon, qui espérait en signant avec la plateforme que ses confrères suivent le mouvement, accuse le coup : « Je m'attendais à ce que nous soyons davantage d'inscrits, afin que les gens puissent grouper leurs achats ». Pour l'instant, il n'en est rien, explique celle qui se dit « un peu déçue » par la manière dont les services de click and collect et de livraison tels qu'Ollca peinent à convaincre commerçants et clients des Halles. En cause selon elle ? La particularité du lieu, qui rassemble une clientèle d'habités : « Tout le monde se connaît, on aime s'y croiser, discuter dans les files d'attente... Venir faire ses courses sous les Halles, c'est une culture » conclut-elle, non sans l'espoir de voir les jeunes générations, qui s'approvisionnent de plus en plus dans les commerces de proximité, changer la donne.

Si la transformation numérique apparaît comme un bouleversement des habitudes, elle repose aussi sur une question de « timing »... Car si Cas'Al Dente souffre pour l'instant de son avance, d'autres en



La plateforme OLLCA valorise les commerçants de proximité.

MÉTIRS D'ART 0 CENTRE

L'É-CHOPPE DES ARTISANS D'ART DU CENTRE VAL-DE-LOIRE

mesurent les bénéfices aujourd'hui. Stores-et-Rideaux, entreprise de vente de stores et de rideaux made in France et sur-mesure conçus et fabriqués en Eure-et-Loir, a pris le pli du e-commerce il y a déjà 10 ans. En 2008, l'entreprise dont l'activité repose alors sur l'équipement des collectivités, est frappée de plein fouet par la crise. « Nous avons réfléchi à des solutions... Et compris qu'il nous fallait adresser une nouvelle clientèle : les particuliers », explique Stéphane Beretti, dirigeant de la PME. Pour celui qui n'a aucune certitude, mais souhaite à tout prix sauver l'entreprise, le tournant du numérique est un pari... Dont on constate aujourd'hui qu'il est réussi, en atteste les 200 000 acheteurs qui constituent la base client. Si le sur-mesure et la fabrication française séduisent, le fait qu'il soit possible

d'acheter les produits en ligne joue beaucoup. D'autant plus en temps de confinement, où – lors du premier – les magasins de bricolage étaient fermés. « Comme le budget sortie était à zéro, beaucoup de gens se sont tournés vers l'aménagement de leur intérieur », présume Stéphane Beretti, qui explique avoir plus que doublé le chiffre d'affaires de 2019 sur la période. « La preuve que même une entreprise traditionnelle implantée en zone rurale peut prendre le virage du digital ». Avis aux sceptiques !

J.L.

Plus d'informations :
www.metiersdartocentre.fr
www.ollca.com
www.traiteur-italien-casaldente.fr
www.stores-et-rideaux.com

“ OLLCA est un outil qui permet aux commerçants de proximité de s'aligner sur la grande distribution et les services de livraison de fast-food qui ont explosé ces dernières années ”

Soutenez vos commerçants de quartier

Ils nous ont rejoint pour vous servir et vous permettre de consommer frais et local au quotidien, sans stress et sans effort.

#BIENVENUECHEZEU





Tours Val de Loire Box : la belle idée cadeau

Depuis quelques années, l'office de tourisme de Tours commercialise la destination Val de Loire sous forme de box. Un vivier d'idées cadeaux pas ordinaires, qu'il fait bon rappeler l'existence à l'approche des fêtes.

Et si cette année, vous glissiez une box « pass' châteaux » ou « weekend nature Loire à vélo » sous le sapin ? Si le concept n'a rien de nouveau – le site Internet valde-loire-box.fr a été créé en 2015 afin de proposer un marketing différent autour des produits déjà commercialisés par l'office de tourisme, des produits secs comme le vol en montgolfière ou la découverte du Val de Loire en scooter vintage, aux produits packagés comme les séjours complets –, il prend tout nouveau sens en ces temps de crise sanitaire. « Le secteur touristique n'allant pas forcément bien, l'objectif est de générer de l'activité économique pour nos partenaires », explique la directrice générale déléguée de l'office du tourisme Tours Val de Loire Marie Bouin, ajoutant que l'avantage du format box est qu'il permet à ces partenaires d'avoir un apport immédiat en trésorerie.

Côté nouveautés cette année, on peut notamment citer les box apé-



ro et les séjours « nature ». Objectif ? Répondre à la demande en matière de produits mettant à l'honneur la gastronomie et le tourisme durable, « deux tendances très fortes identifiées ces dernières années ». Pour

rassurer en cette période d'incertitudes, la durée de vie des box a également été allongée à 2 ans, ce qui devrait permettre à ceux qui reçoivent un petit morceau de Val de Loire à Noël d'y goûter un jour

ou l'autre. Si l'office du tourisme a vendu 211 box en 2019, sa directrice générale déléguée espère qu'elles auront autant de succès cette année, le gros des ventes ayant traditionnellement lieu de novembre à janvier. Si vous hésitez encore, sachez qu'un packaging sur le modèle de la campagne « Tours l'inattendue » est prévu... La cerise sur le gâteau pour les amoureux de la Touraine !



GRANDES CAVES
SAINT-ROCH
by
BLANC FOUSSY

Vins de Loire

Fines bulles de Touraine

CUVÉE ICE À 24€ LE CARTON DE 6 BOUTEILLES

-

REMISE SUR UNE SELECTION DE VINS

-

COFFRETS CADEAUX

-

OUVERTURE DU LUNDI AU SAMEDI
(CONSULTEZ LES HORAIRES SUR NOTRE SITE)

65, quai de la Loire - 37210 ROCHECORBON - 02 47 40 40 20 - www.grandescavesstroch.com

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé - À consommer avec modération »



La cave des vignerons de Mont-près-Chambord s'adapte à la crise

Malgré la crise sanitaire, la cave des vignerons de Mont-près-Chambord poursuit ses projets et cherche de nouvelles voies de commercialisation pour survivre.

« Ce deuxième confinement est plus difficile car même si nous pouvons rester ouvert en tant que boutique spécialisée, les ventes en grande distribution ont chuté et cela représente 70 % de notre chiffre d'affaires », explique Aurore Pornin, directrice de la cave des vignerons de Mont-près-Chambord qui compte une petite vingtaine de vignerons. Cependant, les offres de fin d'année ont été lancées avec une cuvée spéciale haut de gamme pour les fêtes. « Il s'agit d'un cépage Romorantin sous l'appellation Cour-Cheverny qui a vieilli un an en fût et dont nous avons un nombre de bouteilles limité », précise la directrice. Des coffrets découverte avec différentes bouteilles sont également proposés, ainsi que des bons cadeaux de 20, 50 ou 100 euros. La cave coopérative a également développé la vente en ligne qui fonctionne très bien. « À fin octobre, nous avons déjà dépassé le nombre de ventes par rapport



à une année complète », souligne Aurore Pornin. Elle compte ainsi des clients un peu partout en France : région parisienne, Pays de la Loire, Bretagne, Pyrénées et même en Corse. Actuellement, les ventes de

les ventes à 1/3 pour chaque secteur », explique la directrice avant d'ajouter : « En tous cas, l'équipe garde le cap avec de nombreux projets, on réfléchit aux prochaines cuvées, on aimerait entrer dans des comités d'entreprise, proposer des commandes groupées pour optimiser la livraison, on continue à avancer pour se démarquer, rendre curieux et essayer de survivre ». Dernièrement, un système de carte de fidélité numérique a été mis en place. À son passage en caisse, le client peut rentrer son numéro de téléphone, puis il reçoit un SMS qui l'invite à créer son profil en ligne, il bénéficie ensuite d'une offre de bienvenue et d'autres avantages selon le montant d'achat atteint.

Plus d'infos : www.vigneronsdemontpreschambord.com

la cave des vignerons de Mont-près-Chambord sont réparties entre la grande distribution et les cafés-hôtels-restaurants (70 % et 10 %), l'export (10 %) et la vente directe (10 %). « L'objectif serait d'égaliser



SCA Les Vignerons de Mont-Près-Chambord

816, La Petite Rue - 41350 Mont-Près-Chambord

02 54 70 71 15 – cavemont@orange.fr

www.vigneronsdemontpreschambord.com

Caveau de vente :

Lundi : 14h/18h

Du mardi au samedi : 9h/12h - 14h/18h

AOC Cheverny et Cour-Cheverny

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé - À consommer avec modération »



Méthanisation en Centre-Val de Loire : nouvel appel à projets

Lutter contre le changement climatique implique des changements en profondeur de la société et de nos modes de consommation. Un des enjeux principaux réside dans la réduction de nos besoins énergétiques et la production d'énergie renouvelable. La méthanisation constitue une réponse à ces enjeux, mais également à ceux liés à la valorisation des déchets organiques, dans une logique d'économie circulaire. Un appel à projets vient d'être lancé en région Centre-Val de Loire.

En valorisant les biodéchets et les déchets organiques, la méthanisation permet de produire du digestat réutilisable ainsi que du biogaz 100% renouvelable qui contribue à l'autonomie énergétique des territoires. Ainsi, l'ADEME Centre-Val de Loire, la Région Centre-Val de Loire et Bpifrance unissent leurs ressources pour soutenir de nouveaux projets de méthanisation en Centre-Val de Loire.

Cet appel à projets Méthanisation 2021 donne la priorité aux projets de méthanisation alliant production d'énergie renouvelable et réponses aux enjeux environnementaux, en proposant notamment une solution alternative à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets et favorisant le développement d'une agriculture durable. Les projets devront réunir performance et rentabilité afin d'être exemplaires et facilement reproductibles. L'intégration de ces projets au sein de leur territoire étant une préoccupation centrale pour leur réussite, une attention toute particulière sera portée à la concertation et à l'acceptabilité des projets présentés.

« La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets, explique Mohamed Amjahdi, directeur régional de l'ADEME Centre-Val de Loire. C'est pourquoi l'ADEME soutient et encourage depuis plusieurs années les porteurs de projets qui souhaitent inscrire ce mode de valorisation dans leur stratégie de transition énergétique et écologique. Nous sommes également très soucieux de la dimension sociale et citoyenne des opérations qui doivent prendre en compte la santé et le bien-être des riverains. L'ADEME a ainsi produit un certain nombre de guides techniques et méthodologiques qui présentent des clés pour assurer l'acceptabilité sociale des projets. »

Les porteurs de projets (agriculteurs, collectivités, entreprises, etc.) sont invités à se pré inscrire jusqu'au 30 novembre 2020 puis à déposer leurs



La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets.

APPEL
À PROJETS
→ 2021

MÉTHANISATION



Date limite
de dépôt des dossiers :
le vendredi 22 janvier 2021

dossiers de candidature avant le 22 janvier 2021 sur le site <https://agir-pourlatransition.ademe.fr>. Quatre critères seront examinés pour sélectionner les candidats retenus : la qualité du portage et la robustesse du financement ; la qualité de l'approvisionnement ; la qualité de la valorisation énergétique et du digestat ; la qualité globale de l'opération, en particulier son intégration environnementale et sociale.

L'exemple de Lamotte-Beuvron

À Lamotte-Beuvron, un projet porté par la société coopérative d'intérêt collectif Sologne Agri Méthanisation collecte les effluents de la Fédération française d'équitation, de la ville de Lamotte-Beuvron et de dix exploitations agricoles locales. Les quelque 24 000 tonnes de déchets organiques (effluents d'élevages, fumiers équins et boues de la station d'épuration voisine) récupérées sont transformées en biométhane. Les agriculteurs peuvent épandre le digestat dans leurs champs pour les fertiliser. L'unité de 200 Nm³/s fournit en biogaz l'équivalent de 2 800 logements et devrait, à terme, rendre la commune solognote autonome en gaz. Un véritable cercle vertueux !

E.C

Enedis : après une crise inédite, cap sur 2025

C'est l'un des acteurs dont l'action est essentielle au quotidien et qui a été mobilisé tout au long de la crise : Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, se tourne dès maintenant vers l'avenir après un bilan tiré du premier confinement.



Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire.

Si l'entreprise a fait face à des crises climatiques par le passé, elle n'avait jamais connu de période similaire à celle vécue au printemps 2020. « La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter », explique Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire, qui se souvient avoir dû réagir avant le premier jour. La société faisant de la santé et de la sécurité de ses collaborateurs une priorité, des mesures sont prises très rapidement : « Au bout d'une semaine, l'ensemble des salariés pouvant exercer à distance était en télétravail, et un protocole sanitaire était en place », relate le directeur régional en précisant que ce protocole a ensuite contribué à la rédaction du protocole dans le secteur de l'énergie au niveau national. Le secret d'une mobilisation aussi rapide ? Une anticipation de longue date – les équipes disposent alors de masques achetés à l'occasion des précédentes crises, comme celle de la grippe H1N1 –, et des réseaux déjà digitalisés. « Grâce au compteur Linky, nous avons pu mettre en service de nombreuses installations sans faire déplacer de techniciens, et réalisé plus de 77 000 opérations à distance en région Centre-Val de Loire », raconte Eric Beaujean, ajoutant que cela a plus que jamais démontré l'intérêt d'installer des compteurs Linky. Lorsque le secteur du BTP reprend au mois d'avril, l'entreprise accompagne également la reprise des chantiers en installant les équipements nécessaires, élaborant des plans de sécurité intégrant les nouveaux paramètres imposés par le contexte épidémique. « Finale-



ment, grâce à un solide plan de continuité de services, nous avons su nous mettre en ordre de bataille et adapter nos modes de travail », estime le directeur régional, pour qui le bilan reste positif malgré les nombreuses leçons à tirer de la période. Quant aux outils de management et de travail à distance, développés mais encore jamais testés... « On sait désormais ce que l'on peut garder et ce que l'on ne gardera pas », conclut-il.

Questionner les enseignements tirés de la crise

Afin d'être au rendez-vous des mutations qui s'opèrent aujourd'hui et d'anticiper celles de demain, l'entreprise se tourne dès aujourd'hui vers 2025. Objectif affiché ? Devenir le service public préféré des Français au service de la transition écologique, à travers

la mise en place d'un « Projet industriel et humain 2020-2025 » co-construit par Enedis avec ses salariés, ses clients et ses partenaires. Pour participer à la relance placée par le gouvernement sous le signe de l'écologie, Enedis s'engage en effet à renforcer ses savoir-faires en matière de développement durable, mais aussi et surtout à continuer d'innover. Trois ambitions jalonnent le chemin sur lequel s'engage la société : poursuivre sur la voie de la transformation digitale, qui selon Eric Beaujean « apporte de la flexibilité et simplifie le quotidien des usagers du réseau », préserver la confiance que lui porte ses clients, mais aussi être un partenaire clé des territoires en leur proposant des solutions adaptées à leurs enjeux. Des axes de travail sur lesquels le gestionnaire du réseau de distribution est déjà en train de plancher, comme on le voit par exemple à Ballan-Miré où un projet de « Smart Lab » a été impulsé en partenariat avec la municipalité, l'entreprise Smartome, le cluster Novoco et Polytech. Objectif selon Eric Beaujean ? « Mieux gérer les consommations d'énergie et d'eau, mais aussi la qualité d'air en installant, en complément des compteurs Linky, des capteurs connectés dans les bâtiments communaux et en croisant des informations ». Un projet d'envergure qui devrait constituer un outil d'aide à la prise de décision... Mais témoigne aussi des beaux jours qu'Enedis a devant elle.

“ La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter ”





Le cri d'alarme des professionnels des travaux publics

La Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire alerte les collectivités locales sur la chute du nombre d'appels d'offres.

« Les perspectives sont très alarmantes », s'inquiète Christian Bodin, le nouveau président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire qui représente 670 entreprises et 10 000 salariés permanents. Alors que l'activité des deux premiers mois de l'année était supérieure de plus de 10 % à celle de 2019, la crise sanitaire a fait chuter de 56 %, en avril, le chiffre d'affaires des entreprises régionales. Il est, depuis, resté en retrait de 6 à 14 % selon les mois. « Nous prévoyons au final un recul de 15 % de l'activité en 2020 et, plus grave encore, nous sommes sans aucune perspective de reprise en début d'année », alerte Christian Bodin.

Un véritable coup de frein pour le secteur

Le secteur des travaux publics dépend à près de 70 % des collectivités locales et marque traditionnellement une pause en période pré-électorale pour mieux se relancer ensuite. Or, le report du second tour des élections municipales s'est traduit par un « coup de frein » de moins 70 % sur les appels d'offres en avril, aggravé par la crise sanitaire. Depuis le second tour de juin, le retard n'a pas été rattrapé et se situe à plus de 30 % d'appels d'offres en moins par rapport à 2019. « Les prévisions pour le début d'année ne sont guère plus favorables, ajoute Christian Bodin, et c'est la raison pour laquelle nous lançons un appel en direction des mairies, conseils départementaux et syndicats intercommunaux afin qu'ils ne confinent pas la relance alors même que les besoins sont là et les moyens financiers disponibles. »

Les raisons de lancer des chantiers de travaux publics ne manquent effectivement pas, comme le révèle une récente étude de la Cellule économique régionale de



Christian Bodin, président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire.

minée et demanderait, au rythme actuel, 340 années pour être entièrement renouvelé. Ce qui est trop lent si l'on considère que la durée de vie conseillée d'une canalisation est de 70 ans », précise-t-il. « Ces investissements sont utiles et sont un moyen de répondre concrètement aux enjeux de la transition écologique et énergétique des territoires, conclut Christian Bodin. Ils sont également nécessaires pour préserver la valeur de notre patrimoine collectif ainsi que pour la survie de nos entreprises. Il est donc fondamental que les collectivités locales redonnent l'impulsion nécessaire à une filière qui fait travailler directement près de 12 000 personnes en région Centre-Val de Loire ».

E.C

“ Il est donc fondamental que les collectivités locales redonnent l'impulsion nécessaire à une filière qui fait travailler directement près de 12 000 personnes en région Centre-Val de Loire ”

la construction (CERC). Cette instance réunissant les services spécialisés de l'État et les professionnels des travaux publics a livré pour la première fois une étude sur l'état des infrastructures en Centre-Val de Loire. « Il ressort de cette analyse qu'il est nécessaire de mener des travaux d'entretien ou de rénovation sur 42 % du réseau des routes départementales et métropolitaines », indique François Hurret, le président de la CERC. Autre exemple, « le réseau d'eau potable, vieillissant, perd 19 % de l'eau ache-



Priorité aux relocalisations pour Dev'Up en 2021

L'agence régionale de développement économique Dev'Up a établi sa feuille de route pour 2021 autour de la relocalisation de productions industrielles et de l'accompagnement des transitions écologique et numérique.

Accompagner les entreprises du Centre-Val de Loire dans leurs projets de relocalisation et les aider à accélérer leur transition numérique et écologique, telles sont les priorités 2021 que s'est fixé Dev'Up. L'agence de développement économique régionale a tenu son assemblée générale, en visioconférence, le 16 novembre dernier pour, à la fois, établir son bilan et fixer les nouvelles orientations pour l'année à venir.

Côté bilan, François Bonneau, président de Dev'Up et de la région Centre-Val de Loire, se félicite de recevoir « beaucoup de témoignages de satisfaction de la part des élus sur les actions conduites par l'agence depuis 4 ans ». Le bilan chiffré fait état, quant à lui, de 1 052 projets accompagnés et de 119 implantations réussies, entre autres données (lire ci-dessous).

La pharmacie et l'automobile candidates aux relocalisations

Tirant les leçons des situations de pénurie de certaines matières premières et biens de consommation pendant la crise sanitaire, Dev'Up souhaite donc aider les entreprises régionales engagées dans des processus de relocalisation d'activités ou de productions. Jean-Louis Garcia, directeur général de Dev'Up, a précisé qu'une vingtaine d'entreprises seraient dans ce cas en particulier pour les équipements médicaux en Touraine et la fabrication de principes actifs pour la pharmacie dans le Loiret. Des industriels de l'automobile porteraient également des projets de réintégration de fabrication de circuits imprimés actuellement réalisés à l'étranger. Le cas de la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel et de son futur extracteur de protéines végétales est aussi cité en exemple.

Calcul haute performance et cybersécurité

Une autre importante priorité 2021 de Dev'Up portera sur l'accélération de la transition écologique, énergétique et numérique. Sur le volet écologique, un nouveau pôle de soutien va être créé avec l'Agence régionale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et une étude sera lancée afin de recenser les acteurs et les initiatives régionales.



Des projets de relocalisation de production sont portés par l'industrie du médicament en Centre-Val de Loire.

“ Nous avons reçu beaucoup de témoignages de satisfaction sur l'activité de Dev'Up depuis 4 ans ”

François Bonneau

Sur le volet numérique, un projet portant le label E-DIH (Européen Digital Innovation Hub) va fédérer plusieurs acteurs économiques. Un consortium réunissant des entreprises de la cosmétique, de la santé, de l'environnement et de l'agroalimentaire a été constitué dans le but de les aider à aborder leur transition numérique, via trois technologies clé : l'intelligence artificielle, le calcul haute performance et la cybersécurité.

La marque © du Centre

Autre projet de 2021 : la création d'une plateforme d'observation économique régionale qui centralisera les données du Centre-Val de Loire à l'intention des acteurs économiques. Ils y trouveront tous les éléments de conjoncture et de démographie, ainsi que les analyses du tissu économique régional et ses spécificités.

Enfin, l'année 2021 verra le déploiement de la marque alimentaire © du Centre dont la signature devrait évoluer. L'obtention de ce label collectif obéira à trois critères principaux : la provenance régionale, la composition du produit et le res-

pect de l'environnement. L'apposition du logo © du Centre identifiera les produits cultivés, préparés ou transformés en Centre-Val de Loire de façon à les valoriser auprès des consommateurs.

B. G



Les chiffres clés de Dev'Up

- Date de création : 1^{er} janvier 2017
- 1 052 projets accompagnés par Dev'Up et Loiret&Orléans Eco
- 1 638 entreprises innovantes suivies dans la plateforme digitale Dev'Up
- 1 300 participations d'entreprises régionales à des actions collectives export
- 119 implantations accompagnées en Centre-Val de Loire
- 400 membres du réseau régional des développeurs économiques
- 6 antennes départementales
- 47 salariés



Le baromètre de la conjoncture régionale bloqué sur le temps incertain

En croisant les analyses régionales de l'INSEE, de la Banque de France et d'autres organismes, le retour à un meilleur niveau d'activité économique reste encore incertain et lointain.

L'aiguille du baromètre des prévisionnistes est sortie de la zone « tempête » et tremble sur le secteur « variable ». Elle ne se dirige en tout cas pas vers la zone de « beau temps ». Le mauvais temps et les dépressions, tant économiques que morales, se sont accumulés depuis le début de l'année comme de gros cumulo-nimbus qui annoncent l'orage. Après le confinement brutal et total du printemps, le reconfinement, plus limité, de novembre a mis un coup de frein à la reprise qui s'amorçait avec les beaux jours.

« Un fléchissement de l'activité est attendu en novembre, mais de façon plus différenciée et plus limitée que lors du premier confinement », indique l'INSEE de la région Centre-Val de Loire dans sa note de conjoncture de début novembre.

Carnets de commandes en recul

S'appuyant sur l'enquête que réalise la Banque de France chaque mois auprès des entreprises afin de recueillir leurs chiffres d'activité et leurs prévisions, l'INSEE observe que « la situation des carnets de commandes est toujours jugée dégradée par rapport à la période d'avant-crise. Les chefs d'entreprise restent également très prudents quant aux perspectives d'activité dans les prochaines semaines, et apparaissent de plus en plus hésitants à donner des prévisions au regard des incertitudes entourant la situation sanitaire. » Cette observation reste valable quel que soit le secteur d'activité.

La dégradation de l'activité économique, qui est inférieure de 5,3% fin août à celle de l'année précédente, s'est traduite par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Sur un an, l'emploi salarié est en net retrait de manière plus accentuée dans la région qu'au niveau national (respectivement - 2,8 % et - 2,3 %).

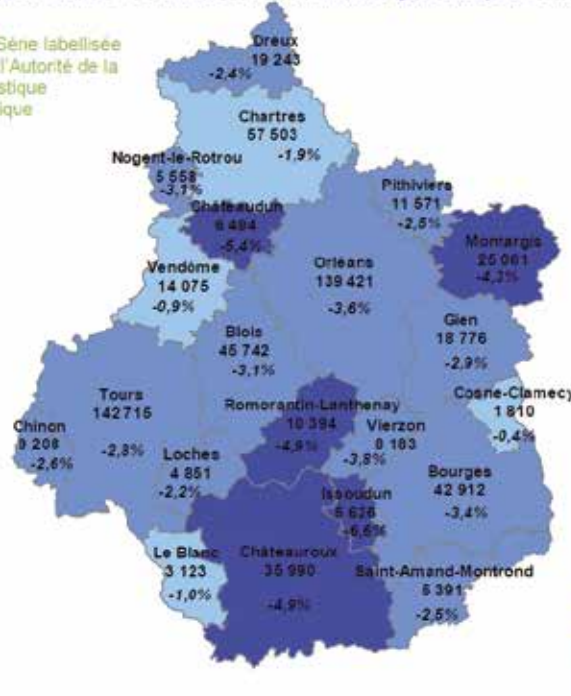
19 400 emplois perdus au premier trimestre

L'URSSAF du Centre-Val de Loire chiffre précisément la perte d'emplois du secteur privé à 3 000 postes fin juin, qui s'ajoutent aux 19 400 perdus au premier trimestre.

« L'hôtellerie-restauration est le secteur le plus affecté et revient à son niveau d'emploi d'il y a 4 ans.

Emploi salarié et taux d'évolution annuel glissant par zone d'emploi

Séne labellisée par l'Autorité de la statistique publique



Effectif salarié par département (CVS)

	Effectifs 2020 T2	Evol. sur un trimestre (2020 T2 / 2020 T1)	Evol. sur un an (2020 T2 / 2019 T2)
Cher	62 100	-740 -1,2%	-2 090 -3,3%
Eure-et-Loir	90 940	-540 -0,6%	-2 220 -2,4%
Indre	46 820	-370 -0,8%	-2 300 -4,7%
Indre-et-Loire	157 190	-460 -0,3%	-4 460 -2,8%
Loir-et-Cher	74 920	-450 -0,6%	-2 550 -3,3%
Loiret	161 680	-470 -0,3%	-6 640 -3,5%
Région	613 650	-3 030 -0,5%	-20 260 -3,2%

dont hors intérim

	Effectifs	Evol. sur un trimestre	Evol. sur un an
Cher	60 180	-1 140 -1,9%	-1 360 -2,2%
Eure-et-Loir	87 570	-1 000 -1,1%	-950 -1,1%
Indre	45 380	-680 -1,5%	-970 -2,1%
Indre-et-Loire	151 440	-1 880 -1,2%	-2 440 -1,6%
Loir-et-Cher	70 940	-1 150 -1,6%	-1 390 -1,9%
Loiret	171 170	-2 040 -1,2%	-2 660 -1,5%
Région	586 670	-7 890 -1,3%	-9 790 -1,6%



L'emploi salarié en chute libre. Évolution de l'emploi salarié en région Centre-Val de Loire à la fin du deuxième trimestre 2020.

“ Au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise ” INSEE

Les sports, arts et spectacles sont également très durement touchés tandis que la construction résiste », commente l'organisme de recouvrement des cotisations sociales.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui avait pourtant démarré l'année en beauté, a été stoppé dans son élan par le premier confinement et s'inquiète de l'absence d'appels d'offres des collectivités locales (lire par ailleurs).

Corollaire du marasme économique, la création d'entreprises marque aussi le pas avec un recul de près de 18 % au deuxième trimestre.

Un meilleur PIB en 2022

Dans un tel contexte, difficile d'établir des prévisions fiables pour les semaines et les mois à venir. L'INSEE estime toutefois qu'« au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au troisième trimestre (+ 16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 % ».

Les économistes s'accordent à estimer que le rattrapage des points de PIB perdus sera difficile et lent à réaliser. Différents scénarios sont élaborés sur la base d'un rebond en sortie de deuxième confinement, mais qui serait pénalisé par le décrochage de l'emploi et la persistance de certaines résistances. Il est fort probable que les effets de la crise sanitaire se fassent sentir pendant encore de longs mois. Dans ce contexte troublé, le retour à un niveau de PIB d'avant crise ne pourrait être espéré qu'en 2022. À moins que l'aiguille du baromètre ne se bloque définitivement sur « beau fixe ».

B.G

UN PARCOURS
SUR-MESURE
POUR
ASSURER
SON FUTUR

DIPLOME
D'INGÉNIEUR
CONTRÔLÉ
PAR L'ÉTAT

Devenez ingénieur-e après un bac général à spécialités scientifiques, STL, STI2D
ou un bac +2 scientifique ou technique.

Un choix parmi :

4 spécialités : Généraliste, BTP, Informatique et Systèmes embarqués

32 options, 25 campus et 2 statuts apprenti ou étudiant



Retrouvez-nous sur : [parcoursup](#)

CAMPUS CESI ORLÉANS

1 allée du Titane – 45100 Orléans

Arthur Foulon – afoulon@cesi.fr

ecole-ingenieurs.cesi.fr | [f](#) [t](#) [in](#) [v](#)



Établissement d'enseignement supérieur technique privé

2050 ♥

#

LA FORMATION
CONTINUE

LES MÉTIERS
ÉVOLUENT,
C'EST LE MOMENT
DE SE FORMER. 👍 ♥

VOUS ÊTES
À LA RECHERCHE
D'UN EMPLOI et

- vous avez un projet de formation,
- vous souhaitez changer de métier,
- vous visez un poste qui nécessite d'acquérir de nouvelles compétences ?

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS
DE VOTRE CONSEILLER



MAIS AUSSI SUR LE SITE
orientation.centre-valde Loire.fr
OU SUR ÉTOILE INFO

0 800 222 100

Service & appel gratuits



En partenariat avec



Avec le soutien





À crise sanitaire, mobilisation salubre

Comme un organisme attaqué par un virus, le monde économique régional réagit pour développer des « anticorps » de résistance à la crise sanitaire. Organisations professionnelles et collectivités locales sont à la manœuvre.

Le mois de novembre aura été particulièrement agité sur le front de la réactivité économique. L'instauration du deuxième confinement, avec la fermeture des activités dites « non-essentiels » a piqué au vif les organisations professionnelles, de commerçants en particulier, mais aussi les instances économiques et politiques. Les collectivités locales notamment, ont souvent été réactives et ont pris des initiatives pour soutenir leurs commerçants, artisans et restaurateurs. Petit tour d'horizon des dispositions et mesures prises en région et dans le Loir-et-Cher, le Loiret et l'Indre-et-Loire.

Fonds Renaissance du Conseil Régional

À l'initiative du Conseil Régional et avec la participation des intercommunalités et de la Banque des Territoires, le fonds Renaissance mobilise plus de 12 Millions d'euros. Il s'adresse aux entreprises de moins de 20 salariés pour le redémarrage de leurs activités et peut couvrir jusqu'à 80 % de l'assiette des dépenses composée des investissements et du besoin en fonds de roulement. Les montants peuvent aller de 5 000 € à 20 000 € sous forme d'avances remboursables sans intérêts ni garanties.

Une aide additionnelle de 20 % peut être obtenue pour les projets en lien avec la transition écologique.

Fonds d'aide post-Covid 19 à Orléans Métropole

Pour soutenir les petites entreprises (restauration, artisanat, tourisme, événementiel, insertion...) qui reprennent leur activité dans un contexte marqué par la crise sanitaire, Orléans Métropole a créé un fonds d'aide « post COVID-19 », abondé également par le département du Loiret. Le fonds, d'un montant initial de 600 000 €, va être porté à 1 million d'euros. Il s'agit de subventions destinées à répondre aux besoins d'investissement et de trésorerie des entreprises qui ne comptent pas plus de 20 salariés et dont le chiffre d'affaires est de

moins d'un million d'euros. Les montants des aides en investissement s'élèvent de 500 € à 3 500 € et de 500 € à 2 500 € en trésorerie.

Fonds URGENCÉCO d'Agglopolys à Blois

La communauté d'Agglomération Agglopolys de Blois a voté, le 13 novembre, la création d'un fonds URGENCÉCO pour soutenir les commerçants impactés par la fermeture administrative depuis le 30 octobre. Ce fonds de 300 000 € permettra de verser des subventions pouvant aller jusqu'à 5 000 €. Initiative Loiret-Cher est en charge de la gestion du dispositif pour Agglopolys.

Fonds métropolitain de Tours Métropole

Les premières subventions attribuées dans le cadre du Fonds métropolitain d'aides aux entreprises de Tours Métropole Val de Loire ont été accordées à la mi-novembre. D'un montant total d'1 million d'euros, il a pour objectifs le redémarrage des activités économiques, le maintien et la création d'emplois. Il permet de financer soit des investissements, soit la trésorerie nécessaire pour assurer la continuité des activités dans ce contexte exceptionnel. 317 dossiers ont été déposés par les entreprises en novembre, dont 255 déjà en cours de traitement.

UMIH 45 sur le pied de guerre

Fortement mobilisée pour défendre ses adhérents restaurateurs, hôteliers et cafetiers, l'UMIH 45 a organisé une manifestation spectaculaire le 10 novembre en association avec la CPME 45. Postés sur le rond-point du pont Thinat, les participants ont fait entendre leurs revendications en faveur des activités dites « non-essentiels ». Des restaurateurs ont préparé 30 litres de soupe qui ont ensuite été offerts à l'association Les Mains Tendues pour les distribuer aux sans-abris.



L'UMIH 45, syndicat des hôteliers, restaurateurs et cafetiers, a organisé, avec la CPME 45 la distribution d'une soupe populaire sur un rond-point d'Orléans le 10 novembre, pour protester contre le classement de leurs activités comme « non-essentiels ».

“ Les collectivités locales ont souvent été réactives et ont pris des initiatives pour soutenir leurs commerçants, artisans et restaurateurs ”



« Localdabord » : le portail bouée de sauvetage du commerce régional

Volant au secours des commerçants, artisans et restaurateurs, le Conseil régional a ouvert un portail numérique de promotion du commerce local et des circuits courts.

Seulement 30 % des commerçants de proximité disposent d'un site Internet en capacité de permettre la vente en ligne. C'est sur la base de ce constat que le Conseil régional Centre-Val de Loire a ouvert début novembre un portail en ligne baptisé « localdabord ». Cet espace de communication numérique est mis à la disposition des commerçants, artisans, restaurateurs, et agriculteurs qui souhaitent se faire connaître et mettre en avant leurs produits et services. Après avoir rempli un formulaire sur le site, ils sont référencés et apparaissent sur la carte interactive accessible aux consommateurs. Ils peuvent ainsi obtenir de la visibilité et proposer des services comme la vente à emporter.

Achetez local et solidaire

Sous l'affirmation « *achetez local et solidaire en Centre-Val de Loire* », le site-portail fonctionne à la manière d'un agrégateur de contenu. En plus de la localisation des commerces, il recense les autres plateformes et places de marché ouvertes dans chaque département à l'initiative des collectivités locales, des instances économiques ou des unions commerciales. En toute logique, la plateforme « *produits frais et locaux en Centre-Val de Loire* » lancée pendant le premier confinement pour les productions agro-alimentaires, y trouve aussi sa place.

« *Nous avons choisi de résister au défi du confinement*, a déclaré François Bonneau, le président du Conseil régional, en annonçant le lancement de « localdabord ». *Nous voulons apporter la contribution la plus intense pour sauver le commerce de proximité et l'aider à réussir Noël.* »

Deux fois plus de bénéficiaires du chèque numérique

D'importants moyens de communication vont être déployés pour faire connaître l'existence de la plateforme de promotion du commerce régional. La directrice de la communication du Conseil régional,



“ Nous voulons apporter la contribution la plus intense pour sauver le commerce de proximité et l'aider à réussir Noël ”

François Bonneau, président de la région Centre

Maguelone Hédon, a indiqué que la campagne de communication associerait les médias traditionnels et numériques, et ferait appel à des supports plus inattendus comme les sacs à pain remis par les boulangers à leurs clients.

L'arsenal de moyens au secours des commerçants et artisans comprend également le chèque numérique de 500 € mis à leur disposition pour les aider à créer un site internet ou être référencé sur une place de marché. La Région va doubler le nombre de bénéficiaires en le portant à 2 000.

Appel à projets des unions commerciales

Toujours dans le même esprit de soutien au commerce de proximité, le Conseil régional va lancer un appel à projets à l'intention des unions commerciales des six départements de la région. Il s'agit de les aider à organiser des actions et à prendre des initiatives visant à faire privilégier les commerçants et artisans locaux par les consommateurs. Un budget de 500 000 euros a été dédié à cette opération.

Au total, en incluant la campagne de communication et l'élargisse-

ment des bénéficiaires du chèque numérique, ce sont trois millions d'euros que le Conseil régional met sur la table en faveur des activités commerciales de proximité.

Harold Huwart, vice-Président de la Région Centre-Val de Loire, délégué au développement économique et maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) a livré le témoignage de commerçants ayant retrouvé le sourire après avoir réalisé une première vente en ligne.

B.G



Mobilités, le casse-tête du siècle



© beartobes - freepik

Il fallait quatre heures en 1840 pour rallier Tours ou Orléans à Paris. La distance est aujourd'hui couverte en une heure. On aurait pu le faire en 20 minutes avec l'aérotrain... Question de choix politique. Les lois NOTRe et autre MOB, ont donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Si toutes ont leur vision de l'aménagement de leur territoire, elles ont aussi toutes la même équation à résoudre : être en lien les unes avec les autres tout en protégeant la planète. La voiture et le camion ont un temps effacé les voies navigables, le train, et même le tramway. Mais voilà que l'on revient aux fondamentaux. Il faut en plus aller vite, et contenter chacun sans bourse délier. À l'image du mixte énergétique, l'intermodalité s'impose. Il n'y a pas une, mais des solutions. Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères ?

Philippe Fournié est vice-président de la Région Centre-Val de Loire, en charge des transports et de l'intermodalité : « La mobilité, dit-il, est un triptyque qui intègre l'aménagement du territoire, les services à la population et bien sûr l'environnement, donc les énergies ». Cela comprend le train, les cars et les bus, les tramways, les voies cyclables, mais aussi nouveaux services que sont le covoiturage et l'autopartage.

En région, seize opérateurs de transport assurent 500.000 voyages quotidiens. « Il y a toujours des gens qui râlent et parfois avec raison, admet Philippe Fournié. Mais les cars ne passeront pas éternellement par le même chemin quand ils sont vides ».

Gilles Lefebvre est Directeur territo-



Gilles Lefebvre, directeur territorial Centre-Val de Loire de Transdev.

rial Centre-Val de Loire de Transdev, l'opérateur interurbain de référence en Région Centre. « On adapte les

parcours et les services régulièrement, dit-il, en fonction des évolutions urbaines et périurbaines. Un nouveau lotissement, un nouveau collège, et c'est le besoin d'une autre ligne. Dix ans plus tard, de nouvelles personnes âgées, c'est un transport à la demande pour aller au marché »...

Il y a trois ans, la loi NOTRe confiait l'organisation des transports interurbains aux régions. 850 véhicules estampillés Rémi (Réseau de mobilité interurbaine), sillonnent la région chaque jour. Ajoutons sous la même marque le TER sur les rails. Le concurrent Keolis assure lui, une grande part des déplacements urbains ; bus et trams. Les AOM, Autorités organisatrices de la mobilité (régions, agglomérations et métropoles), touchent pour cela le « versement transport » des entre-

prises. C'est grâce à cette contribution locale que nous nous déplaçons à moindre frais.

Ces mêmes AOM décident donc de la fréquence des horaires et de l'étendue des réseaux. Les experts en transports, en urbanisme et migration des populations, travaillent ensemble sur ce qui ressemble à un casse-tête pour contenter les usagers et ménager les dépenses. Mais il y a aussi des choix politiques. Philippe Fournié le dit : « plus de car ni de trains diesel sur les lignes régulières en 2028 ». Le délégué donc a huit ans pour adapter son parc de véhicules. « Les opérateurs doivent mettre en musique la volonté politique, résume Gilles Lefebvre, avec les véhicules, les conducteurs et les lignes qui correspondent au cahier des charges ».

Sortons du « train-train » quotidien !

Philippe Fournié est persuadé que ce sont parfois des solutions radicalement différentes qui se dessinent : « S'agissant du train, le mode de transport le plus structurant, il faut créer sur les lignes comme les lignes Tours-Loches et Tours-Chinon un projet collectif. » Sans doute sous la forme d'une société coopérative de transport, qui associerait les entreprises liées au transport, comme le constructeur Socofer à St Pierre-des-Corps, les collectivités et les associations d'usagers. « Réfléchissons ensemble pour apporter de nouvelles réponses ».

Tours-Loches est de ces « lignes de desserte fine du territoire ». Deux aller-retours voyageurs quotidiens sont assurés, plus un car en complément



et un train de fret. C'est évidemment moins de voitures et de camions sur les routes, mais y trouve-t-on notre compte ? Pas certain... Car même remaniées, ces lignes ne verraient pas plus de trains circuler, au vu des normes de sécurité. Il faut donc à minima une remise à niveau, au risque de ne plus y rouler du tout. Les enjeux sont énormes, en campagne comme en ville, en coordination du tram et des cars. Pour quels passagers, à quelle heure et pour quoi faire ? Il faut gérer les heures de pointe, la fréquence et trouver d'autres usages en heure creuse. Pourquoi pas des colis et marchandises légères qui circuleraient en alternance, une sorte de fret de cabotage. Mais en soirée, quid ? « La réponse doit être participative », insiste Philippe Fournié.



Les usagers au combat

« Bonne idée », répond le Président de la FNAUT, association régionale des usagers des transports. Jean-François Hogu regrette justement qu'il n'y ait plus de CLAD en Région, ces comités locaux d'animation pour l'organisation du transport. « Les matériels Intercité ont été renouvelés sans concertation, regrette-t-il. Dommage, car ils vont avoir une durée de vie de plus de trente ans ». La FNAUT reste vigilante sur ce que pourraient être les mobilités de demain : « On fait le forcing pour la pérennité des arrêts de bus et de trains, ainsi que le cadencement horaire, poursuit Jean-François Hogu. Cela commence par



Jean-François Hogu, de la FNAUT.

les périodes de vacances scolaires, durant lesquelles certains arrêts sont simplement supprimés. C'est oublier un peu vite les gens qui travaillent ».

Autre combat de la FNAUT, l'unicité des tarifs, autrement dit, un billet unique qui serait valable pour tous les transports, urbains ou ruraux. Mais les systèmes d'émission et de validation dépendent des collectivités organisatrices du transport. « Le transfert des délégations de service public n'a rien changé », regrette J.-François Hogu.

Gilles Lefebvre, Transdev, rappelle pourtant que la région n'a la com-

pétence transport que depuis 2017 avec Rémi. « Elle a harmonisé le système et créé une tarification unique. On y vient, poursuit-il, il faut utiliser des matériels de billetterie communs. C'est en cours de déploiement pour l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret ». L'appel d'offre sera prochainement déployé. Mais l'interopérabilité suppose des accords entre les autorités organisatrices, et des choix concordants. Or, toutes les collectivités ne font pas le même choix. Vendôme par exemple, a pris la compétence transport, pas Romorantin.

Peut mieux faire

Il est donc question de cars, de voitures en autopartage avec carte prépayée, de bornes électriques en campagne, de transport à la demande ou « à l'usage ». « Il faut aussi adapter son mode de vie, poursuit Philippe Fournié. Par exemple en organisant des journées de rendez-vous

dans les maisons de santé pluridisciplinaires, pour permettre aux gens de venir avec ces transports concertés ».

Le transport à la demande se développe. « Utile pour les territoires lointains, convient Jean-François Hogu, de la FNAUT, mais ces services sont

trop confidentiels. Le voyageur ne connaît pas les horaires suffisamment à l'avance et ne sait pas quand commander ». Alors pour l'heure, le classique réseau régional REMI fait autorité, avec 420 trains, 550 lignes régulières de car, 1 975 lignes de cars scolaires et 300 000 voyages par jour,

dont 100 000 gratuits. Philippe Fournié milite d'ailleurs pour l'égalité d'accès des territoires ruraux à l'école. « Il y a 4 000 scolaires en plus depuis la gratuité des transports, et en moyenne 800 voyages solo en moins par jour ».

L'infrarégional, prioritaire

Élisabeth Borne, alors ministre des transports, voulait fermer les petites lignes, propriété de l'État comme Tours-Loches. La ligne a finalement été financée à 100 % par la Région Centre pour un montant de 36M€. La Région Centre-Val de Loire est d'ailleurs la seule à avoir signé le protocole avec l'État et la SNCF pour l'amélioration des « petites lignes sur les territoires infrarégionaux » jusqu'en 2027. Pour Chartres-Courtainville, le protocole devait être prochainement signé avec la SNCF pour un investissement partagé. Car cette ligne assure non seulement un trafic voyageurs vers Chartres et les correspondances

vers Paris, mais aussi une part de fret au cœur du marché céréalière de la Beauce. La ligne a aussi un caractère stratégique pour SNCF Réseau, en lui donnant accès à la base travaux de la LGV Atlantique.

Au total 160M€ seront investis sur 5 lignes, simplement pour une mise à niveau. Pour une modernisation, il faudrait plus que doubler la mise !

La mythique ligne Le Blanc-Argent est un exemple de réussite. Le BA, que la Région a entièrement financé, transporte aujourd'hui les lycéens entre Salbris et Romorantin.

Soyons imaginatifs !

Le matériel roulant de demain se dessine, mais n'existe pas encore. Le train à hydrogène que développe Alstom n'est pas encore opérationnel. « On travaille avec des constructeurs locaux, explique Philippe Fournié, pour développer des trains légers à batteries ou à hydrogène, autonomes ou non. C'est là le sujet ». (voir plus loin)

La SNCF prépare elle aussi une mobilité plus vertueuse avec les trains BEMU (Battery Electrical Multiple Unit). L'objectif est de remplacer l'ensemble des moteurs diesel des trains bi-mode par des batteries à grande capacité, qui récupèrent l'énergie au freinage.

Ce projet devrait voir les premières circulations commerciales à l'horizon 2023.



Transport des villes... et des champs

Charles-Éric Lemaingnen est vice-président du GART, le Groupement des Autorités Responsables de Transport. Il est aussi adjoint au maire d'Orléans, où se côtoient Keolis dans la métropole, Transdev et RATP Dev pour les connexions extérieures. « On pense mobilité et non plus transport. Une approche globale pour aller d'un point A à un point B en assurant la fluidité et la compatibilité avec l'écologie ». C'est l'autre casse-tête que veut résoudre la loi LOM d'orientation des mobilités.



Charles-Éric Lemaingnen, vice-président du GART.





Orléans pose l'équation

« Attention à ne pas augmenter la fracture entre les agglos et le reste du territoire », prévient Charles-Éric Lemaignan. Il faut poursuivre la réflexion. Le domicile-travail ne représente certes que 25 %, mais il structure le transport public pour aller chez le médecin, à l'école ou à la salle de sport... Dans tous les cas, le prix reste inférieur à la voiture, et le bilan carbone meilleur.

Le transport gratuit ? C'est évidemment une idée séduisante, mais le financement de la mobilité est une équation qui repose pour une part essentielle sur le « VM », ce Versement Mobilité dont s'acquittent les entreprises du territoire. C'est 47 % du budget du transport public. 33 % sont financés par la collectivité, 3 % par l'État et 17 % par les recettes des

voyageurs.

« On a d'ailleurs vu les effets de la pandémie sur ce fragile équilibre, observe Charles-Éric Lemaignan. La peur d'utiliser les transports collectifs a généré une diminution de 50 % de la fréquentation, et le retour à la voiture et au vélo ». Où l'on a aussi vu qu'avec la pandémie, le modèle économique ne tenait plus. En effet, le chômage partiel est exonéré de charges et donc de versement mobilité. 18 % du coût du transport public se sont ainsi évaporés.

« Alors quand on parle de dizaines de millions de recettes à compenser par la collectivité, on ne s'interroge pas beaucoup, convient C.E Lemaignan. Quoi qu'il en soit, poursuit-il, toutes les enquêtes montrent que le prix du bil-



let compte moins que la fréquence, la qualité et les horaires de liaison ».

Pas question pour autant d'exclure la voiture comme le voudrait le collectif cycliste Vélorution. Car 35 % des habitants de la métropole orléanaise ne travaillent pas dans la commune où ils habitent. « Il faut par contre arrêter d'avoir 1,2 passagers dans les voitures ». Question de courage politique pour modifier l'espace public. « Les pistes cyclables ne doivent pas non plus gêner les voies et les embouteiller. D'autant que la part modale du vélo est passée de 3 % en 2018 à 5,5 % aujourd'hui. On sait qu'il faudra réduire la part modale des voitures ». Mais comment ? Peut-être en développant le télétravail, ou en rapprochant l'entreprise de l'habitat.

Blois, tarification solidaire

Christophe Degruelle, est président d'Agglopolys depuis 2008. L'agglomération blaisoise se pose les mêmes questions. « Il ne faut pas opposer le piéton, la patinette, le train et l'auto, insiste-t-il. Car dans une même journée, on peut être tout cela à la fois ». Agglopolys réfléchit aux interfaces, les lieux où l'on change de mobilité. Les aires de covoiturage, en fonction des flux routiers identifiés, comme la salle du Jeu de Paume ou le Parc des expositions.

« On est beaucoup plus dans le sur-mesure, poursuit le président. Notre DSP de réseau évolue sans cesse ». En témoigne Resago, le transport à la demande qui prend de plus en plus



Christophe Degruelle, président d'Agglopolys.

de place. Pour aller de chez soi vers le centre-ville. Le Système de substitution est payant, mais connaît un vrai succès.

Le budget annuel de l'agglomération pour le transport est de 10M€. 1M€ provient des utilisateurs eux-mêmes. Trouver le bon équilibre entre l'usager, le client et le contribuable, c'est l'art de la gestion publique. « Nous pratiquons une gratuité ciblée et non-globale, poursuit Christophe Degruelle. Notre stratégie consiste à établir une "tarification solidaire", gratuite pour les étudiants et les scolaires, chômeurs, bénéficiaires du RSA... Résultat +37 % d'utilisateurs ». Depuis cinq ans, une

navette électrique de centre-ville est gratuite. Le message est fort. Reste le débat de la transition énergétique. Gaz ou hydrogène, l'agglomération n'a pas tranché. Quant au vélo, depuis huit ans, une subvention est accordée pour l'achat d'un vélo à assistance électrique. 4 000 subventions ont déjà été accordées.

« Le combat de demain, c'est l'auto-solisme », convient le président. La demande de pistes cyclables sécurisées en couronne périurbaine explose, comme les aires de covoiturage pour organiser les déplacements de façon plus collective.

En Touraine, bannir l'autosolisme

Christophe Boulanger ne dit pas autre chose. Le président du syndicat des mobilités de Touraine (un peu plus que les 22 communes de la métropole) insiste : « Mettre la voiture à l'index : non, mais l'autosolisme oui. Il faut travailler la complémentarité des transports comme l'Auto-pouce ou le covoiturage ». Certains territoires autorisent les voies de bus à l'autopartage, construisent des plateformes pour le covoiturage et des parkings relais. « Il faut voir où la voiture est pertinente et où elle ne l'est pas ». Cela vaut pour la politique de stationnement, supprimer certaines places au profit des voies cyclables ou bus, optimiser le taux de remplissage des parkings sous-terrain, trop peu utilisés et pourtant construits avec les deniers publics.



Les Parking-relais sont une solution pour les grandes villes. En limite des lieux où « ça bouchonne », au tarif attractif et à vue immédiate d'une station de transport public majeur.

Tours doit financer sa seconde ligne de tram qui entrera en service en 2025. « On mise sur le tram, car la voiture nous mène dans l'impasse, reconnaît Christophe Boulanger.

Les coûts directs et indirects qu'elle génère (voirie, immobilisation de l'espace public, santé publique...), sont trop lourds. Il faut redessiner la ville avec des transports propres ».

Pour les 28 lignes de bus tourangeaux, se pose justement la question de l'énergie. « On a fait le choix des gaz naturels de ville ». Trente bus ont été commandés sur trois ans.

Tours n'échappe pas à la croissance du trafic cyclable. Au bénéfice de la pandémie, trente voies transitoires devraient être pérennisées. Le pont Wilson a été fermé à la circulation routière, pour une augmentation de 15% de la pratique cyclable. Un schéma cyclable performant, de type voies express est déjà inscrit au budget 2021.

Carburants alternatifs : GNV et BioGNV pour une mobilité propre !



© Grégory Bandal - GRDF

Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air, participer à la réduction de la pollution sonore dans les villes, lutter contre le réchauffement climatique : autant de défis que le secteur du transport doit, dès à présent, relever.

Parmi les leviers permettant de répondre à ces enjeux, le remplacement du diesel par un carburant plus propre tel que le GNV (Gaz Naturel Véhicule) et sa version 100 % renouvelable, le BioGNV ! Acteur de référence de l'énergie gaz, GRDF, principal gestionnaire du réseau de distribution de gaz, vous présente les atouts du GNV et BioGNV, un carburant classé Crit'Air 1 et qui coche toutes les cases de la mobilité propre.

GNV et BioGNV : les atouts d'un carburant de plus en plus plébiscité

Un carburant économique

Avec un coût du kg en moyenne 20 % inférieur à celui du diesel et un niveau de fiscalité abaissé, rouler au gaz vous permet de faire des économies au quotidien et participe à l'amortissement de vos achats de véhicules.

**20 %
moins cher qu'un litre
de diesel**

Une empreinte écologique réduite

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le BioGNV, produit localement à partir des déchets d'origine agricole, industrielle ou ménagère, permet de réduire de 80 % les émissions de CO₂ par rapport à un véhicule diesel de même génération. De plus, rouler au gaz améliore directement la qualité de l'air de nos territoires grâce à une réduction significative des émissions de polluants locaux. Tous les véhicules gaz sont ainsi classés catégorie 1 pour les vignettes Crit'Air.

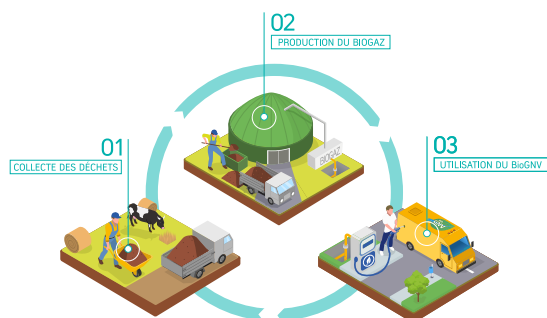
**Le BioGNV émet
- 80 % de CO₂
par rapport au diesel**

Une technologie mature

Avec 20 ans d'expérience, la filière des véhicules au gaz est mature, lui garantissant une fiabilité inégalée parmi les carburants alternatifs. De plus, le changement de flotte au gaz n'engendre pas un changement de process et l'autonomie des véhicules reste inchangée. Avec 1 kg de GNV, on parcourt la même distance qu'avec 1 litre de diesel.

**Autonomie identique
1 kg de GNV
= 1 litre de diesel**

Le cercle vertueux du BioGNV



En région Centre-Val de Loire, le biométhane est déjà une réalité avec près de **15 unités de méthanisation en service** et une centaine de projets en développement. En faisant le choix de la **mobilité au GNV/BioGNV**, les parties-prenantes favorisent la **production locale de gaz vert** au profit de la transition énergétique et de l'économie du territoire.

Aujourd'hui en France, nous produisons suffisamment de biométhane pour couvrir l'ensemble des consommations des véhicules roulant au gaz.

Convaincues par les atouts du BioGNV, de plus en plus d'entreprises équipent leurs flottes de véhicules au gaz à l'instar de Carrefour qui compte déjà plus de **450 camions de livraison BioGNV**.



Vous avez une question ? Un projet ?

Vous informer, c'est notre métier !

Contactez Eric Sommelette,
Délégué Territorial GRDF de l'Indre-et-Loire
au 06 62 20 68 17

Les entreprises partenaires

Pour la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, qui emploie près de mille salariés, Damien Hennequart est chargé des relations économiques locales. « On travaille à la rédaction d'un vrai PDE, plan de déplacement entreprise, avec notre filiale mobilité Izivia. On a déjà des navettes et des bus matin, midi et soir, pour les sala-

riés et nos entreprises sous-traitantes ». Organisées en huit lignes, au départ de Vineuil, Blois ou Beaugency, le service est proposé moyennant 11€/mois, et gratuit pour les alternants et stagiaires. Près de 150 personnes l'empruntent quotidiennement.

L'entreprise utilise logiquement une

quarantaine de voitures électriques, et a installé sur ses parkings 54 bornes de recharge. EDF veut être, sur l'ensemble de ses sites, le champion de la mobilité électrique.

Entre 2022 et 2025, les arrêts de tranches décennaux, durant lesquels se mobilisent tous les corps de métiers

pour l'entretien, on attend jusqu'à 2 700 véhicules jour ! « On va construire des parkings supplémentaires pour les accueillir assure Damien Hennequart, mais le mieux est encore le transport adapté à la demande, auquel nous travaillons ».

La France à tir d'ailes

À l'est d'Orléans, se trouve l'aéroport de St-Denis de l'Hôtel. Créée en 1974, la plateforme aéronautique est devenue un outil de développement économique. C'est un syndicat mixte qui le gère, fédérant la métropole, la CCI, le Département et l'Association des Entreprises du Loiret.

En 2004, l'aérodrome devient un aéroport. Il accueille ainsi les vols en provenance des pays hors de l'espace Schengen comme la Russie, la Suisse et l'Angleterre. Orléans devient un rival légitime d'autres installations aéroporutaires, comme Tours, mais sur un créneau différent. « Il n'y a pas de compétition entre les aéroports », corrige Jean-François Vassal, le directeur de St Denis de l'Hôtel. Tours a choisi d'accueillir des compagnies low-cost : 180 000 passagers annuels, sept destinations dont Porto, Marrakech ou Dublin.



Ce n'est pas le cas d'Orléans qui privilégie les avions privés d'entreprises internationales. Une dizaine y ont leur avion. Mars, Dior, John Deere ou Hutchinson totalisent près de 40MD€ de chiffre d'affaires et sont les premières utilisatrices de ces installations.

Pour elles, l'aéroport met Brest ou

Strasbourg à moins de deux heures d'Orléans.

Flexibilité inégalable, sécurité, pas de nuit d'hôtel, les atouts de l'avion dans l'intermodalité sont nombreux. « Outre le volet commercial, ajoute Jean-François Vassal, on consacre une partie non-négligeable de notre

activité au service public, l'évacuation sanitaire, les transferts d'organes, le ravitaillement des hélicoptères du SAMU et la gendarmerie ».

Le maillage aéroporutaire français prévoit de fermer certains aéroports. Mais les obligations de ravitaillement leur imposent de rester ouverts dès lors qu'ils participent au service public. Maillage et aménagement du territoire ? Le COVID va ranimer la discussion.

L'aérodrome du Breuil, à Blois, que gère Florence Fouquet, est dans une optique différente. Avec 23 000 mouvements annuels, dont 15 000 en aéro-club, les vols sont locaux pour 65 % et 35 % interrégionaux.

« Il participe à l'activité économique, dit-elle. Il y a quatorze entreprises sur place, dont une de maintenance d'aéronefs et de jets d'affaire. »

Le fret multimodal, une affaire de bon sens

Près du tiers de la production céréalière de la Région Centre est expédié hors de l'hexagone, 15 % passe par les ports de Rouen et de La Rochelle. Une grande partie des récoltes est réalisée par l'une des plus importantes coopératives céréalières françaises. Axéreal transporte la moitié de son fret par voie ferroviaire, ce qui représente près de 2 000 trains chaque année. Pour se faire une idée, un train de 1 200 tonnes de céréales équivaut à quarante camions sur la route. « On



comprend que le fret ferroviaire soit une évidence pour l'ensemble des entreprises de la filière », explique Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axéreal. Le ferroviaire a d'ailleurs toujours été l'axe de logistique privilégié pour les destinations éloignées, la nutrition animale bretonne, l'amidonnerie du Nord ou les malteries d'Anvers.

Combiner pérennité et rentabilité

Dans les années 70, priorité est donnée aux axes à grande vitesse, limitant l'entretien et le développement des lignes régionales. Il ne se construit plus de ligne, mais SNCF Réseau maintient le réseau capillaire, en pensant résilience et prospective. Client majeur de la SNCF, Axéreal fait en sorte d'entretenir de bons rapports avec la compagnie nationale. « On réfléchit

ensemble à la meilleure façon de faire, poursuit Bruno Bouvat-Martin, en priorisant les capillaires dont on est sûr qu'ils permettront une activité pérenne, avec les gravats, le bois et le grain notamment. Il faut combiner pérennité et rentabilité. Résume-t-il. Si l'État ne peut pas investir à tous les coups, il faut que les entreprises comme la nôtre sachent s'impliquer ».

Où l'on parle d'une co-construction, que favorise l'Europe en accompagnant les financements public / privé. L'institution a bien compris qu'il fallait impliquer les entreprises privées dans la gouvernance des infrastructures publiques.

Depuis 2015, la co-construction est devenue la règle. Exemple à Mon-

toire-sur-le-Loir, où la remise à niveau de la ligne s'est décidée grâce à l'intervention financière conjointe de la Région Centre, de l'État et de SNCF Réseau. Le Fret ferroviaire doit ensuite trouver sa place au milieu d'un flux voyageurs majoritaire et prioritaire, à l'inverse du Canada ou des États-Unis, où le fret est prioritaire.



Recourir à l'intelligence artificielle

Quand Luc Lallemand, président de SNCF Réseau, demande à Axé-réal : « De quoi avez-vous besoin ? » La réponse est invariablement « de souplesse, de disponibilité et d'adaptation ». Les aléas climatiques de ces dernières années font fluctuer les besoins de transport. Mais la planification des trains est souvent organisée un an à l'avance. Alors le jour J, si le volume de grains est finalement plus faible que prévu, il faut se réorganiser. Dans ce cas, l'activité est plus problématique et source de surcoûts difficile à supporter « même si, précise Bruno Bouvat-Martin, il faut reconnaître à SNCF Réseau et aux logisticiens comme SNCF Fret, une vraie volonté de résoudre ces difficultés occasionnelles ».



Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axérial.

D'où le besoin d'aller plus vite vers des schémas innovants. « C'est l'intelligence artificielle qui permettra une gestion plus fine, mais il faut dans le même temps prioriser et massifier ». Si le « wagon isolé » est un casse-tête, le « retour à vide » en est un autre, diminuant la compétitivité du ferroviaire. Impensable de mettre de l'engrais dans un sens et du grain au retour, d'où une vraie réflexion sur les futurs investissements en matériel ferroviaire adapté. D'avis de spécialistes, la logistique française ne s'optimisera

qu'en affinant la gestion du fret par le numérique. La compétitivité et la performance passeront par le multimodal et le multi-filière, comme le font déjà les Autrichiens en utilisant des conteneurs multifonction ou des wagons modulables « Il faut qu'on investisse et que l'on mène la réflexion sur 5 à 10 ans ».



Ferroutage, pourquoi pas nous ?

La décarbonation est une nécessité. La mobilité des seules céréales en France (68 Millions de tonnes) se fait pour 10 % par le ferroviaire, 13 % par voie fluviale, le reste en camion. « Le futur passera à l'évidence par des motorisations électriques avec des générateurs traditionnels, mais utilisant des carburants 100 % renouvelables pour arriver au générateur à hydrogène », observe Bruno Bou-

vat-Martin. Encore faut-il produire ces combustibles à bas coût, et modifier la propulsion des camions, des péniches et des trains. Il faut aussi créer des plateformes multimodales, ce qui permettrait de développer le ferrou-tage. Les Suisses et les Italiens le font très bien. « Ce sont nos habitudes qui coïncident sans doute. D'autres pays européens le font pourtant ».

Mobilité au bord de l'eau

Il y a 7 000 Km de canaux et de fleuves en France, l'un des plus grands réseaux d'Europe. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait plus de 10 000 bateaux en France, notamment de 350 tonnes, assez légers pour aller très loin dans les capillaires. Mais le camion est passé par là. Les prix négociés entre deux guerres n'ont jamais changé et le fluvial a perdu de sa compétitivité. De grosses barges de 1 800 voire 3 000 tonnes ont vu le jour pour être plus rentables, mais ne vont plus aussi loin dans les territoires. Ce qui fait dire aux professionnels qu'il faut reconstruire des embarcations

de type Freycinet et lancer des projets comme « Multirégio » avec des barges accouplables de 500 tonnes, ce qui permettrait de remonter loin dans les capillaires. Il faut nettoyer certains canaux, car même à 9Km/h, mais 7J/7 et 24h/24, des bateliers nouvelle génération pourraient rentrer chez eux le soir, et pourquoi pas en véhicule électrique ! De nouveaux métiers se font jour.

**Dossier spécial réalisé
par Stéphane De Laage**

#EntreprendreAvecBGE

Pour entreprendre, il faut avoir le soutien de ses PROCHES

mais pas que !

**Avec BGE, appuyez-vous sur une équipe de conseillers
qui connaît son sujet autant que votre projet.**

JE FINANCE
AVEC MON
CPF*

*Compte Personnel de Formation

**400 000 entreprises
ont déjà fait confiance à BGE,
réseau national d'appui aux
entrepreneurs. Rencontrons-nous.**

www.bge-touraine.fr
02 47 39 22 23

Avec le soutien
de nos partenaires,
dont :



Quand l'hydrogène se met au vert

À l'initiative de la région Centre-Val de Loire, une filière de l'hydrogène vert se met en place. Elle associe l'État, les collectivités, la recherche et l'industrie pour produire et distribuer de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable.

On se souvient tous, ou presque, de l'expérience d'électrolyse consistant à décomposer l'eau en oxygène et en hydrogène. Expérience simple et efficace sur la paillasse du laboratoire lorsqu'il s'agit de remplir une éprouvette, mais beaucoup plus compliquée et coûteuse pour faire le plein d'un réservoir de voiture. Or, l'hydrogène apparaît comme l'énergie du futur car inépuisable et non-polluante, du moins si, pour la produire, on utilise de l'électricité « propre » issue de l'éolien, du photovoltaïque ou de la géothermie. C'est tout l'objet de la filière « hydrogène verte » que la région Centre-Val de Loire entend mettre en place en fédérant les élus, les industriels et les acteurs du secteur, sous les auspices de l'État.

Le premier maillon de la création d'une filière régionale dédiée à l'hydrogène vert a été posé à Orléans le 5 octobre dernier, à l'occasion d'une réunion à l'hôtel de Région.

« Il est essentiel que nous puissions jouer collectif face aux enjeux de ce projet majeur », a déclaré François Bonneau, président du Centre-Val de Loire, en ouvrant la séance qui réunissait élus et décideurs concernés des six départements.



La filière hydrogène vert a été présentée et lancée au Conseil Régional début octobre.

Une dizaine de stations de production et de distribution

L'objectif est de créer une dizaine de stations de production et de distribution d'hydrogène, alimentées par des centrales photovoltaïques ou des fermes éoliennes, sur le territoire régional. Dans un premier temps, elles seront destinées à l'approvisionnement de camions ou de bus dans l'attente d'un développement de l'offre en véhicules particuliers. Deux stations sont déjà en cours de construction, l'une à Sorigny, en Indre-et-Loire, et l'autre à Châteauroux, dans l'Indre, avec une deuxième implantation en projet. Par ailleurs, François Bonneau a rappelé que la Région était engagée avec quatre autres conseils régionaux dans le financement de la construction par Alstom de trains à hydrogène.

Le préfet de région, Pierre Pouëssel, a souligné le fait que les moyens financiers avaient été décuplés avec le plan de relance, les fonds européens. Le projet de Châteauroux, par exemple, est financé à hauteur de 2,4 M€ par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et pour 1,7 M€ par la Région.

Des études approfondies sont conduites, et l'ADEME a lancé un appel à projets comportant notamment la création de stations d'électrolyse de forte puissance. L'hydrogène vert sort du stade de bébé éprouvette.

B.G



En suivant la filière régionale de l'hydrogène vert

Hyber à Châteauroux

Deux stations de production d'hydrogène, alimentées par des panneaux photovoltaïques, sont prévues : l'une pour alimenter le dépôt de bus, avec l'acquisition de 6 bus à hydrogène, et l'autre sur le parking routier de l'Escale, au bord de l'A20.

Hy'Touraine à Sorigny

Vaste projet de déploiement de l'hydrogène vert en Indre-et-Loire, Hy'Touraine comprend la création de stations de production à Sorigny et sur le centre routier de l'A10, ainsi que 10 stations de remplissage sur le département.

Réservoir blindé au CEA du Ripault

Le laboratoire du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) du Ripault, près de Tours, met au point un réservoir à hydrogène de 700 bars pour véhicule particulier. Une première européenne.

LAVOISIER à la rescousse

Clin d'œil au célèbre chimiste, le programme LAVOISIER (Laboratoire à Vocation d'Innovation pour la Sécurité et l'Industrialisation des Energies Renouvelables) est dédié aux nou-

velles énergies. Il intègre la plateforme AlHyance qui associe le CEA, les Universités, le CNRS et les industriels avec le soutien de la Région à hauteur de 10,2 M€.

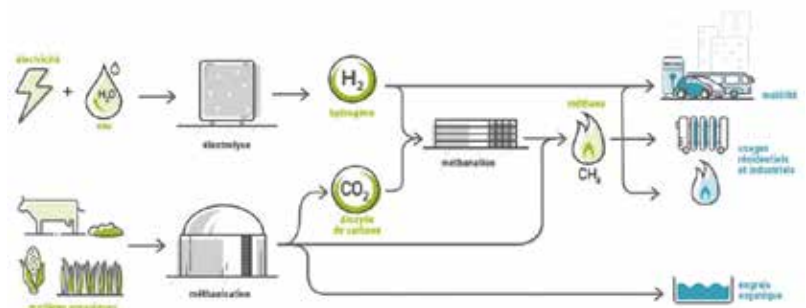
Methycentre en Loir-et-Cher

Installé à Angé, près de Montrichard (Loir-et-Cher), sur le site de stockage souterrain de gaz de Storengy, le démonstrateur Methycentre associe la méthanisation et l'électrolyse « propre » pour produire à la fois de l'hydrogène et du gaz de chauff-

fage. En cours de construction, le site devrait commencer à produire en 2021.

Le réseau national France Hydrogène

Le réseau France Hydrogène (ex Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible) a pour but d'accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique. La région Centre-Val de Loire est membre de ce groupement.



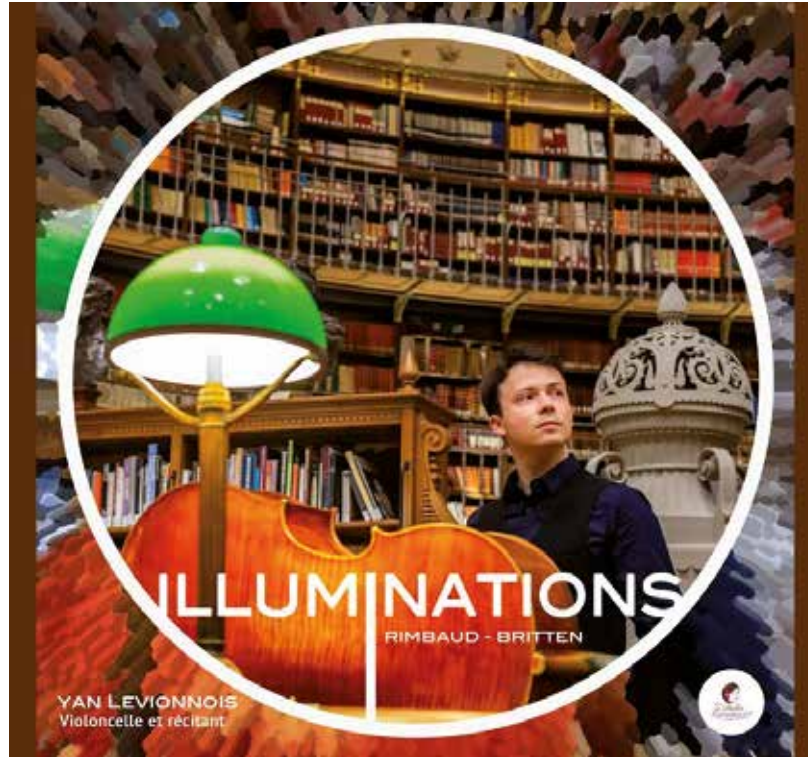
Le procédé de Methycentre en Loir-et-Cher vise à produire à la fois de l'hydrogène et du gaz naturel..



Sortie d'« *Illuminations : Britten/Rimbaud* », album d'Yan Levionnois, violoncelliste tourangeau de renommée internationale

Le 24^e opus du label Les Belles Ecouteuses constitue un projet original autour de Britten et Rimbaud. *Illuminations : Britten/Rimbaud*, album de Yan Levionnois, réunit musique et littérature ; les partitions de Britten y alternent avec les poèmes de Rimbaud.

Désirant depuis longtemps la création d'un spectacle mêlant musique et littérature, Yan Levionnois a eu la chance de relire les *Illuminations* d'Arthur Rimbaud (1854-1891) à un moment où il travaillait les Suites pour violoncelle seul de Benjamin Britten, compositeur britannique (1913-1976). Le violoncelliste remarqua immédiatement les passerelles entre les deux œuvres ; il lui sembla qu'elles partageaient un même goût pour les rythmes asymétriques, les carrures irrégulières mais aussi des mélodies à la fois originales et familières. Le musicien se lança dans des recherches, et apprit, au cours de son investigation, que Britten avait écrit une œuvre pour voix et orchestre intitulée *Illuminations*, et composée justement sur les textes de Rimbaud. En imaginant le spectacle seul en scène autour des *Illuminations* et des Suites, l'artiste ne se contenta pas d'illustrer l'une des œuvres par l'autre, mais bien de créer des correspondances entre les deux univers, et d'offrir ainsi une mise en résonance.



Antoine Pagnier, directeur artistique du label Les Belles Ecouteuses, découvert, quant à lui, le projet de Yan Levionnois sur France Musique et fut séduit. La poésie s'avère, selon lui, « plus compréhensible et forte quand on la lit ou la récite à haute voix. »

Informations pratiques
Illuminations : Britten/Rimbaud
 Yan Levionnois (Digipack physique)
 20 €

<https://boutique.belleseouteuses.com/boutique/>

Prochaines actualités
 Concert le 6 mars 2021
 au festival Mozart en Loire Layon
 (49), près d'Angers.
<https://www.festivalmozartenloire-layon.com/>

Parenthèse blaisoise Un lieu, un jour, une heure...

À la découverte du nouveau roman de Fernand Piaroux, préfacé par Alain Souchon.

Pourquoi Jean accompagne-t-il un ami de son fils à la gare ce jour-là ? Pourquoi Karla pénètre-t-elle dans la salle du buffet de la gare en descendant de son train ? Était-il écrit qu'ils devaient se rencontrer ? Quelle est la part du hasard et quelle est celle du destin ? Les chemins de Karla et Jean, qui ne se sont pas revus depuis près de 40 ans, se croisent par hasard à nouveau un dimanche soir de décembre 2014 à la gare de Blois, ville où, jadis, ils demeuraient tous les deux. Karla habite maintenant à Paris et vient fréquemment à Blois où Jean réside toujours. Après cette rencontre, inattendue, et à l'initiative de Jean, ils se lancent dans une joute épistolaire ayant pour thème l'amour et les sentiments qui en découlent. Ignorant ce que l'autre est devenu(e) pendant ces quarante années,



comment leur relation évoluera-t-elle ? Vous vivrez aux côtés de Karla et de Jean, au gré de leurs échanges et de leurs rencontres à travers la ville

et le Blaisois, une expérience insolite, véritable aventure qu'eux-mêmes ne pouvaient imaginer lorsqu'ils se sont rencontrés et qui vous surprendra certainement.

L'auteur

Avocat honoraire, Fernand Piaroux a fixé sa résidence dans le Loir-et-Cher depuis près de 50 ans. Tout d'abord établi à Blois, il réside depuis 14 ans à Cheverny. Il est l'un des auteurs de l'ouvrage collectif consacré à l'histoire de sa commune et de la commune limitrophe : « *Les grandes heures de Cheverny et Cour-Cheverny en Loir-et-Cher... et nos petites histoires* » (Éditions Oxygène Cheverny), articles issus de la revue locale trimestrielle « *La Grenouille* » distribuée gratuitement aux habitants des deux villages depuis 2008).

L'auteur des poèmes de Karla est Marie-José Moullier-Kault Éditions Héron de Cheverny.



Cadeaux culturels : la sélection littéraire pour les fêtes de fin d'année !

*Prix public éditeur

Livres



« Comme on dit chez nous »

par Mathieu Avanzi (LeRobert) 24,90 euros*

Embarquez dans un tour de France des mots et expressions de nos régions, ces mots bien de chez nous qui chuchotent notre histoire... Un livre bourré d'anecdotes, de cartes, d'illustrations et de citations ! Ainsi, il semblerait bien que « qu'est-ce que tu bouines ? » soit une expression de la région qui s'adresse à ceux qui feignassent... Et pourquoi donc ?! Drôle.



« La métamorphose » de Franz Kafka, œuvres originales de Miquel Barcelo (Gallimard) 45 euros*

Cet ouvrage, grand format, mais qui respecte les codes de « la blanche », est une œuvre d'art complète. Déjà la couverture, et les pages, comme maculées des traces de mille doigts... Puis le texte : les mésaventures de Gregor Samsa qui se réveille un matin transformé en un « monstreux insecte ». Et enfin les illustrations affolantes de Miquel Barcelo. Spectaculaire.



« Pilote de guerre »

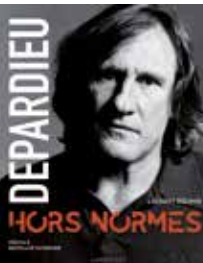
d'Antoine de Saint-Exupéry, illustré par Bernard Lamotte New-York, 1942 (Gallimard) 32 euros*

Une plongée surhumaine dans le chaos et la violence de l'exode. Vus du ciel, les événements sont saisissants et prennent toute leur dimension dramatique et absurde. Dans un style qui mêle témoignage de guerre, pensée philosophique et poésie, on voit poindre un homme nouveau. Les dessins crayonnés viennent amplifier le réalisme du texte. Magnifique.



« Les femmes de pouvoir sont dangereuses » de Dominique Gaulme (Flammarion) 29,90 euros*

Hillary Clinton, Angela Merkel, Jeanne d'Arc, Catherine de Médicis, Simone Veil... des femmes puissantes il en existe, et pourtant elles sont toujours aussi rares à des postes décisionnaires. Des textes riches qui tiennent sur une page et une iconographie précieuse vous feront découvrir ces femmes rares, qui tout comme celles qui lisent, seraient dangereuses... Best-seller.



« DEPARDIEU Hors normes »

par Laurent Delmas (Larousse) 29,95 euros*

Légende vivante, le comédien illumine par sa seule présence près de 200 films, dont Les valseuses, Le Dernier Métro, Loulou, Astérix... La carrière de Gérard Depardieu, ogre génial du cinéma français, nous est ici retracée dans un parcours photographique et textuel d'une grande qualité. Découvrez les incessantes renaissances du comédien. Phénoménal !

BD



« Vernon Subutex, première partie » de Virginie Despentes, mise en couleur par Luz (Albin Michel) 29,90 euros *

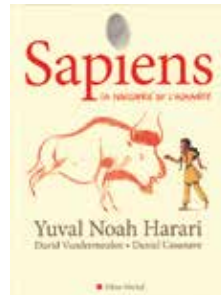
La fusion synesthésique de la musique, du dessin et des mots... Voilà un chef d'œuvre à quatre mains concocté par le duo le plus rock de la littérature dessinée. Un bon gros pavé pour découvrir ce qui taraude Vernon : comment payer son loyer alors qu'Alex Bleach, son pote percuté par le succès, est mort. Une adaptation comme une interprétation. Jubilatoire.



« 1984 de George Orwell »

adapté et illustré par Fido Nesti (Grasset) 22 euros*

Une palette très simple et limitée, noir blanc gris rouge, un dessin puissant et envoûtant, nous plongent instantanément dans le roman culte, et ultime, de George Orwell. C'est l'histoire de Winston Smith qui réécrit l'Histoire afin de ne pas contredire le Parti, le tout étant de préserver le règne et les ambitions de Big Brother. Comment garder sa liberté de penser ? Exceptionnel.



« Sapiens la naissance de l'humanité » de Yuval Noah Harari par David Vandermeulen et Daniel Casanave, mise en couleur de Claire Champion (Albin Michel) 22,90 euros*

Le phénomène mondial adapté en BD pour repenser tout ce que nous croyions savoir sur l'histoire de l'humanité. Les illustrateurs racontent avec humour la naissance de l'humanité de l'apparition de Homo Sapiens à la Révolution agricole. Sachant que tous les humains contemporains du monde entier sont des Homo Sapiens, vous lirez... notre histoire !

Jeunesse



« La naissance du monde en cent épisodes »

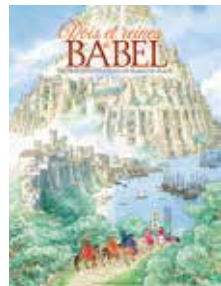
par Bertrand Fichou et Florent Grattery (Bayard jeunesse) 19,90 euros*

Le credo de l'auteur est de rendre accessibles des notions complexes avec des mots simples. Et si les parents apprennent quelque chose en même temps que leurs enfants ? Ce livre déroule le fil du temps, 14 milliards d'années en 100 épisodes, une succession de surprises, d'essais ratés, d'inventions à succès, qui sont l'aventure de la vie. À lire à voix haute. Magique.



« Les formidables » par Eve Pourcel, illustré par J Detallante, D Mary, F Rébéna (Bayard jeunesse) 22,90 euros*

Seuls ou avec vous, leurs grands-parents et parents, les enfants découvriront 100 histoires vraies qui font pousser des ailes. Ils sont de partout, enfants femmes et hommes, parlent toutes les langues, tous étonnamment différents. Ils ont en commun d'être admirables, ou juste les héros de leurs vies. Les illustrations sont de vraies œuvres d'art. Formidable !



« Rois et reines de Babel » texte et illustrations de François Place (Gallimard jeunesse) 20 euros*

Un album grand format, de douces pages ivoire, des dessins délicats fourmillant de détails, une histoire mythique inspirée par la Bible... Tous les ingrédients sont là pour captiver petits et grands dans une quête de rencontre, de réflexion et de découverte, de celles qui font grandir et avancer ensemble. Et construire des souvenirs pour longtemps. Grandiose.



« Le dernier des loups » de Sébastien Perez, illustré par Justine Brax (Albin Michel Jeunesse) 19 euros*

Milo fait face aux habitants de son village. Réalisant que c'est peut-être la dernière fois, il a la peur au ventre. Le jeune archer doit s'aventurer vers des terres inconnues. Lui seul peut affronter le Dernier des Loups. Et si le combat n'était pas celui qu'il imagine ? Un grand album plein d'émotion, une histoire d'apprentissage et de vie, de tendres illustrations... Précieux.



« Les enquêtes de Sherlock Holmes, l'homme à la lèvre tordue »
texte de Arthur Conan Doyle, illustrations de Anton Lomaev (Sarbacane) 22 euros*

Dans la collection des « Grands Classiques illustrés », voilà le texte intégral d'une des nouvelles mettant en scène le célèbre détective. Vous suivrez l'histoire en vous régaland d'immenses illustrations pour une plongée dans une histoire étrange. Jugez donc. Un gentleman a disparu. L'homme à la face atrocement défigurée en sait-il plus qu'il en a l'air ? Décapant !



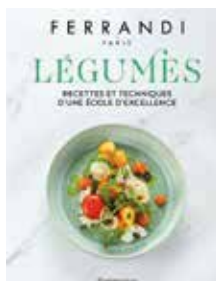
« Voir le monde sans quitter la France »
textes C Fion, N Penot, J Tiffon, illustrations de Mélody Denturck (Hachette) 19,90 euros*

48 destinations dépaysantes en France, pour trouver l'exotisme à côté de chez soi, une sélection d'adresses et d'activités pour chaque lieu, un chapitre consacré à Paris, ville-monde. Laissez-vous surprendre par toutes ces alternatives au voyage à l'étranger, accessibles sans passeport et surtout sans prendre l'avion. « C'est en France, ça ? ». Ludique.



« Légumes »
par Régis Marcon, photographies de Philippe Barret (La Martinière) 45 euros*

C'est simple et efficace. Beau aussi. Comme une ode aux richesses et aux vertus des légumes. D'abord on fait les présentations -ça ressemble à quoi, ça vient d'où et de quelle époque- puis on apprend quoi en faire grâce à des recettes précises, bien mises en pages, des plus simples aux plus élaborées. Et pendant tout ce temps on se régale de photos à croquer. Délicieux.



« Ferrandi, Paris, Légumes »
(Flammarion) 29,90 euros*

Un grand cours de cuisine qui met le légume à l'honneur grâce au savoir-faire technique et gourmand d'une école d'exception. Plus de 45 techniques expliquées en plus de 150 gestes en pas à pas. Préparez 80 recettes simples, sophistiquées ou incontournables pour égayer vos repas et régaler votre entourage. Erudit, complet et savoureux !



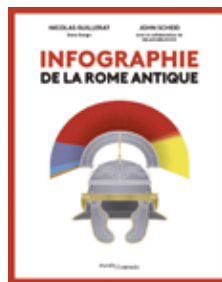
« Vivre en autonomie, se loger, se nourrir, partager »
(Rustica éditions) 59 euros*

Dans un coffret à l'allure nostalgique et ludique, feuilletez comme il vous plaira 3 livres extrêmement complets sur un nouvel art de vivre, pleins de conseils, de recommandations, de fiches explicatives, de photos de gestes, d'exemples, de mises en situation, d'idées pour aller plus loin dans vos recherches ou votre réflexion. Indispensable.



« Douce France, 1^{er} recueil d'initiatives positives 2020-2021 »
(Hachette) 24,95 euros*

Enfin des bonnes nouvelles ! À cœur vaillant, rien d'impossible ! Si vous ressentez idées noires, abattement, insomnie, troubles digestifs, difficultés de penser... un seul remède : lisez ce genre d'almanach bourré d'optimisme, de fantaisie, de bonne humeur, de photos et d'illustrations dans tous les domaines : culture, société, gastronomie, sport... Recommandé !



« Infographie de la Rome Antique »
par Nicolas Guillerat Data Design et John Scheid (Passés composés) 27 euros*

L'histoire de Rome, grâce aux nombreuses formes de l'infographie, se voit offrir ici un sublime mode de narration aussi neuf que ludique. L'ouvrage est un très beau catalogue aux pages douces et aux illustrations étonnantes. Le monde romain antique est pensé et raconté par le recours à la datavisualisation. La démarche est originale et rigoureuse. Étonnant.



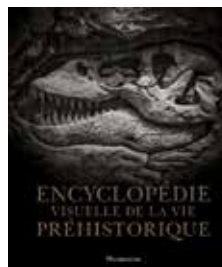
« Cultissimes sneakers »
par Tonton Gibs (Larousse) 29,95 euros*

Adidas, Bape, Nike, Diadora, Puma, Saucony, Le coq sportif... sont les marques les plus emblématiques de sneakers. Admirez des pièces rarissimes et laissez « Tonton Gibs » vous guider dans les arcanes du monde des baskets : il va vous conter l'histoire des paires les plus incroyables et vous faire partager sa passion pour les sneakers. Addictif !



« Affaires sensibles » de Fabrice Drouelle
(France Inter hors collection) 27 euros*

Le procès de Jacqueline Sauvage, l'assassinat d'Ilan Halimi, le scandale Cahuzac... mais aussi la catastrophe de l'Amoco Cadiz : l'auteur revient sur 25 grandes affaires des années 1950 à nos jours -et qui nous questionnent aujourd'hui encore. Avec l'analyse des faits, retrouvez des témoignages et photos. Le tout avec le ton de la fameuse émission de France Inter. Inimitable !



« Encyclopédie visuelle de la vie préhistorique »
(Flammarion) 29,90 euros*

Un livre magnifique pour explorer cette incroyable vie sur terre ! De la tectonique des plaques aux premiers organismes vivants jusqu'aux mammifères et aux hommes, cet ouvrage retrace des millions d'années de vie sur terre. Véritable encyclopédie familiale qui rend accessible cette histoire grâce à une iconographie riche et des indicateurs indispensables. Unique !



« DE GAULLE, inattendu »
(Nouveau Monde éditions) 34,90 euros*

Nombre d'anecdotes et d'épisodes sont ici dévoilés pour la première fois, qui éclairent d'un jour nouveau le fonctionnement du couple Charles/Yvonne, le rapport à Pétain et à la France libre, la traversée du désert, le dossier algérien... Des photos rares et exceptionnelles, et une correspondance bien plus libre qu'on ne l'imaginait s'offrent à vous. Essentiel.



« Le corps des femmes »
par Laure Adler (Albin Michel) 35 euros*

Laure Adler, dont nous écoutons le phrasé particulier dans son émission L'heure bleue sur France Inter, est spécialiste de l'histoire des femmes et des féministes au XIX^e et au XX^e siècle. Dans sa représentation artistique, c'est l'évolution du statut de la femme que ce livre raconte de même que son émancipation sexuelle et politique. Passionnant à lire. Et à regarder.



« Les chemins du sacré » par Frédéric Lenoir
(Éditions de l'observatoire) 33 euros*

L'auteur est philosophe, sociologue et écrivain. Cet ouvrage est son premier récit de voyage et livre de photographies. Laissez-vous guider dans un grand périple initiatique sur les cinq continents. Vous ferez l'expérience de la nature, de la sagesse, de la marche, de la solitude, de la beauté et rencontrerez des personnalités phares. Remarquable.

VOUVRAY

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

VAL DE LOIRE

Rien d'imposé... juste à imaginer !



VOUVRAY

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

VAL DE LOIRE

Rien d'imposé...
juste à imaginer !



VOUVRAY

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

VAL DE LOIRE

Rien d'imposé...
juste à imaginer !



VOUVRAY

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

VAL DE LOIRE

Rien d'imposé...
juste à imaginer !



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION